

## RÉSUMÉ DE LA RÉUNION DE 2017 DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 10-19 JUILLET 2017

La réunion de 2017 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) sous l'égide du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) a eu lieu du 10 au 19 juillet 2017, au siège de l'ONU à New York. La réunion s'est concentrée sur le thème «Éradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation». Outre les représentants des États Membres, 77 ministres, secrétaires ministériels et vice-ministres et près de 2500 parties prenantes y ont participé.

Au cours de la première semaine, le Forum a examiné les avancées accomplies dans la mise en œuvre du Programme 2030, notamment aux niveaux régional et infrarégional. Le Forum a mené quatre examens thématiques liés au thème de 2017: Traitement des multiples dimensions de la pauvreté et des inégalités; Perspectives multipartites; Avancement du cheminement des modalités d'action accélérées des petits États insulaires (SAMOA); et, les Pays en situation particulière: les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement sans littoral (PDSL) et les défis particuliers des pays à revenu intermédiaire (PRI).

Six objectifs de développement durable (ODD) ont été examinés en profondeur: L'ODD 1 (pas de pauvreté); l'ODD 2 (zéro faim); l'ODD 3 (bonne santé et bien-être); l'ODD 5 (égalité des sexes); l'ODD 9 (l'industrie, l'innovation et l'infrastructure); et l'ODD 14 (la vie sous l'eau). Des examens thématiques ont également eu lieu sur deux questions liées à l'ODD 17 (partenariats au service des objectifs): Investir dans et financer les ODD; et Avancement de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) pour les ODD. En outre, des séances ont été organisées sur le renforcement des interconnexions pour la mise en œuvre efficace des ODD, et l'interface science-politique et les thèmes émergents. Les événements de la première semaine ont été résumés dans une séance de synthèse, le vendredi 14 juillet.

Le segment ministériel s'est tenu du 17 au 19 juillet et a englobé 13 séances durant lesquelles 43 pays ont présenté leurs évaluations nationales volontaires (ENV). Parallèlement, un débat

général a eu lieu, au cours duquel a été présenté le rapport du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, sur le thème de la session de l'ECOSOC de 2017, ainsi que le rapport du Comité de la politique de développement. Les trois jours de travail ont vu 91 ministres et autres représentants de haut niveau des États membres, dont un Premier ministre, présenter des déclarations dans le cadre du Débat général de haut niveau.

Une déclaration ministérielle a été adoptée lors de la séance de clôture du 19 juillet, au terme d'un vote sur deux paragraphes: portant l'un, sur le thème 'pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives, en référence à la suppression des obstacles posés à la pleine réalisation du droit à l'autodétermination des peuples vivant sous colonisation et occupation étrangère; l'autre, sur les moyens de mise en œuvre, y compris la promotion d'un système commercial multilatéral, fondé sur des règles et universel. La Déclaration a été adoptée avec les deux paragraphes intacts.

### DANS CE NUMÉRO

Bref historique du FPHN .....	2
Compte-rendu du FPHN de 2017 .....	2
Mise en œuvre aux niveaux régional et infrarégional ..	2
Examen thématique de l'éradication de la pauvreté et promotion de la prospérité dans un monde en mutation .....	3
Examen de la mise en œuvre des ODD .....	5
Examen de la mise en œuvre des ODD et évaluation thématique de l'ODD 17 .....	7
Optimiser les interconnexions pour une mise en œuvre efficace des ODD .....	8
L'interface science-politique et les thèmes émergents ..	9
Session de récapitulation .....	9
Le segment ministériel .....	9
Plénière de clôture .....	15
Brève analyse du FPHN de 2017 .....	17
Réunions à venir .....	20
Lexique .....	21

## BREF HISTORIQUE DU FPHN

Le FPHN a été demandé par la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio + 20) en juin 2012 dans son document final intitulé “L’Avenir que nous voulons”, pour assurer le suivi de la mise en œuvre du développement durable.

**AGNU-67:** La 67<sup>e</sup> session de l’Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a adopté la résolution 67/290 sur la forme et les aspects organisationnels du FPHN, le 9 juillet 2013. Elle a décidé que le FPHN, conformément à son caractère intergouvernemental et universel:

- fournira un leadership politique, des conseils et des recommandations pour le développement durable;
- assurera le suivi et l’évaluation des progrès réalisés dans la mise en application des engagements en matière de développement durable;
- renforcera l’intégration des trois dimensions du développement durable (sociale, économique et environnementale); et
- aura un programme focalisé, dynamique et axé sur l’action, veillant à la prise en compte appropriée des défis nouveaux et émergents en matière de développement durable.

Les résolutions demandent que les réunions du Forum soient convoquées tous les quatre ans sous l’égide de l’AGNU, au niveau des chefs d’Etat et de gouvernement - deux jours au début de la session de l’Assemblée générale des Nations Unies; et chaque année, sous l’égide de l’ECOSOC – durant huit jours, y compris un segment ministériel de trois jours.

Les deux réunions adopteront des déclarations négociées. Le Forum sous l’égide de l’ECOSOC effectuera, à partir de 2016, des examens réguliers du suivi et de l’application des engagements et des objectifs de développement durable, y compris ceux liés aux moyens de mise en œuvre, dans le cadre du “Programme de développement pour l’après-2015”.

**PREMIÈRE SESSION DU FPHN:** La session inaugurale du FPHN, tenu le 24 septembre 2013, sous l’égide de l’AGNU, s’est concentrée sur le thème «Construire l’avenir que nous souhaitons, de Rio + 20 au programme développement pour l’après-2015». Les Chefs d’État et de gouvernement et les ministres y ont discuté des thèmes suivants: Passer de la vision à l’action; des partenariats mondiaux pour le développement; et cartographier la voie à suivre pour éradiquer la pauvreté et parvenir à un développement durable.

**SESSION DE 2014 DU FPHN:** La deuxième session du FPHN, sous les auspices de l’ECOSOC, s’est réunie du 30 juin au 9 juillet 2014 et s’est concentrée sur le thème «Atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et établir un programme de développement ambitieux pour l’après-2015, englobant les ODD». Une déclaration ministérielle a été adoptée à la fin de la réunion.

**SESSION DE 2015 DU FPHN:** La troisième session du FPHN, sous les auspices de l’ECOSOC, s’est réunie du 26 juin au 8 juillet 2015 et s’est concentrée sur le thème “Renforcer l’intégration, la mise en œuvre et l’évaluation” du FPHN après 2015”. Des discussions modérées ont eu lieu, entre autres, sur le soutien de l’action nationale par le biais des résultats du FPHN; Faire participer la science à la réalisation des ODD; suivre les progrès réalisés par les mécanismes existants; le FPHN au cours des 15 prochaines années; examiner et suivre les progrès réalisés; et réaliser les ODD. Une déclaration ministérielle a été adoptée à la fin de la réunion.

**LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L’HORIZON 2030:** Le processus de négociation intergouvernemental sur le programme de développement pour l’après-2015 a englobé treize réunions d’un Groupe de travail

ouvert à tous, chargé de formuler les 17 ODD et 169 objectifs intermédiaires; et une série de huit sessions consacrées à l’élaboration d’un paquet intitulé “Transformer notre monde: Programme de développement durable pour l’horizon 2030”, comprenant une déclaration, les ODD, les moyens de mise en œuvre et un cadre pour le suivi et l’évaluation de la mise en application. L’Agenda 2030, adopté lors du Sommet du développement durable de l’ONU de septembre 2015, appelle le FPHN, sous les auspices de l’ECOSOC, à mener des évaluations nationales volontaires, conduites par les États, pour fournir une plate-forme de partenariats.

**SESSION DE 2016 DU FPHN:** La quatrième session du FPHN, sous les auspices de l’ECOSOC, s’est réunie du 11 au 20 juillet 2016, mettant l’accent sur le thème «S’assurer que personne ne soit laissé derrière». Outre des dialogues modérés, cinq séances ont été axées sur le premier tour des ENV soumis par 22 pays. Une déclaration ministérielle a été adoptée à la fin du Forum, après un vote sur le maintien d’un paragraphe portant sur l’Accord de Paris sur le changement climatique. La Déclaration a été adoptée avec le paragraphe intact.

## COMPTE RENDU DU FPHN DE 2017

Le président de l’ECOSOC, Frederick Musiiwa Makamure Shava, représentant permanent de la République du Zimbabwe, a ouvert le FPHN de 2017, le lundi 10 juillet, et a invité les États membres à adopter l’ordre du jour provisoire de la session (E/HLPF/2017/5). Il a indiqué que le FPHN mènera, pour la première fois, des discussions approfondies sur un ensemble d’ODD.

Soulignant les principaux messages du rapport du Secrétaire général de l’ONU sur les progrès réalisés dans le cadre des ODD (E/2017/66), le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l’ONU, Wu Hongbo, a déclaré que le rapport utilise le cadre d’indicateurs mondiaux, élaboré par le Groupe d’experts interinstitutionnels de l’ONU sur les indicateurs des ODD (IAEG-SDG), qui vient d’être adopté par l’Assemblée générale des Nations Unies, début juillet 2017.

Au nom des grands groupes sociaux et autres parties prenantes (GGSAPP), Vivania Ditukana Tatawaqa, Grand Groupe des femmes, a appelé à une réflexion sur le rôle de la société civile dans la mise en œuvre du programme 2030.

Le conférencier principal Robert Johnson, Institut de la nouvelle pensée économique, a décrit les nouveaux «mécontents dangereux» de la mondialisation, les invitant à ne pas diriger leur mécontentement vers les pays émergents et les pays pauvres.

Le conférencier principal Sakiko Fukuda-Parr, The New School, a souligné les problèmes susceptibles de compromettre la mise en œuvre des ODD, dont notamment: l’insuffisance du renforcement des capacités en matière de collecte des données; les lacunes et distorsions au niveau des indicateurs mondiaux en raison de la limitation de la collecte de données; et le manque d’équilibre entre les indicateurs.

## MISE EN ŒUVRE AUX NIVEAUX RÉGIONAL ET INFRARÉGIONAL

Cette séance, tenue le lundi 10 juillet, a été présidée par le président de l’ECOSOC, Shava.

Faisant état des progrès insuffisants accomplis par rapport à un tiers des ODD, au niveau de la région, Shamshad Akhtar, Commission économique et sociale de l’ONU pour l’Asie et le Pacifique, a déclaré que la disponibilité des données de base varie considérablement d’un pays à l’autre de la région Asie-Pacifique.

Alicia Bárcena, Commission économique des Nations Unies pour l’Amérique latine et les Caraïbes, a parlé des avancées accomplies, entre autres, dans la création d’une architecture

interinstitutionnelle et intersectorielle au plus haut niveau politique; le renforcement de l'architecture régionale; et la conversion des forums régionaux en espaces multipartites.

Identifiant la paix dans la région comme étant une responsabilité mondiale et régionale, Mohamed Ali Alhakim, Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie occidentale, a parlé des efforts communs visant à faire face aux migrations, à prévenir l'épuisement des ressources naturelles et à éliminer les obstacles posés à la participation des femmes aux efforts de développement.

Olga Algayerova, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), a souligné la nécessité: de considérer la manière dont les ODD se lient avec les plans de développement existants; de s'attaquer aux lacunes persistantes en matière de parité des genres; et d'utiliser une approche infrarégionale pour les ODD qui ont des dimensions transfrontalières.

Signalant une croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) de près de 4% par rapport à 2010-2015 dans sa région, Aida Opoku-Mensah, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, a déclaré que les défis posés incluaient: des lacunes au niveau des données; l'inégalité; des flux financiers illicites; et des institutions publiques faibles.

Les conférenciers devaient ensuite parler des principaux moteurs du changement dans leurs régions respectives, soulignant: les investissements dans la technologie verte; le développement du capital humain; la gestion des ressources naturelles; la mobilisation des ressources intérieures; la coordination horizontale et verticale entre les domaines politiques et les niveaux gouvernementaux; et les partenariats multipartites.

Shava a appelé à la tenue d'un débat sur l'enseignement tiré de l'expérience avec les moyens de mise en œuvre (MMCE) des ODD dans les régions. Les conférenciers ont souligné la nécessité: de tirer parti de la finance privée; de s'attaquer à l'évasion fiscale et aux flux financiers illicites; de poursuivre l'aide publique au développement (APD); d'améliorer les investissements dans la recherche et développement; et d'exploiter les opportunités offertes par l'intégration économique régionale.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné, entre autres: les défis posés aux petits États insulaires en développement (PEID), y compris un taux d'endettement élevé; les efforts infrarégionaux pour la promotion de l'innovation; et le traitement du changement climatique au niveau régional. Un certain nombre de participants a souligné le caractère complémentaire des visions régionales et de l'Agenda 2030 et le rôle des commissions économiques régionales.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3329f.html>

### **EXAMEN THÉMATIQUE DE L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ ET PROMOTION DE LA PROSPÉRITÉ DANS UN MONDE EN MUTATION**

Quatre examens thématiques sur le thème du FPHN de 2017 ont eu lieu au cours de la première semaine – deux, sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités multidimensionnelles et sur les vues multipartites, qui ont duré trois heures chacun; et deux, sur le cheminement SAMOA et sur les pays dans des situations particulières, qui ont pris 90 minutes chacun.

**TRAITER LES MULTI-DIMENSIONS DE LA PAUVRETÉ ET DES INÉGALITÉS:** Nabeel Munir, représentant permanent adjoint du Pakistan et vice-président de l'ECOSOC, a ouvert cette session le lundi 10 juillet. Vikas Swarup, haut commissaire de l'Inde au Canada, a modéré les travaux.

La conférencière Sabina Alkire, Oxford Poverty and Human Development Initiative, a présenté l'indice multidimensionnel de la pauvreté (IMP) et a fourni des exemples de la façon dont l'approche fondée sur l'IMP a permis aux pays d'identifier les lacunes dans les politiques nationales, les budgets et la coordination intersectorielle.

La conférencière Claudia Vasquez Marazzani, Colombie, a déclaré que l'IMP a permis à son gouvernement d'améliorer la coordination, de réduire le fossé entre la pauvreté rurale et la pauvreté urbaine et d'anticiper l'évolution des niveaux de pauvreté.

Le conférencier Anthony Lake, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a signalé que la moitié de tous les pauvres «multidimensionnels» dans le monde sont des enfants, et a appelé à un recentrage sur de meilleures données et sur l'équité.

La commentatrice Laura Stachel, We Care Solar, a décrit les efforts de son organisation pour augmenter les programmes de santé existants en intégrant la question de l'accès à l'énergie.

Le commentateur Emem Omokaro, Société africaine pour la recherche et le développement du vieillissement, a appelé à une approche du développement fondées sur le cycle de vie et qui reconnaît l'importance de l'inclusion sociale.

Des participants du parterre ont notamment souligné: l'importance des systèmes de protection sociale en tant qu'instrument clé pour l'élimination de la pauvreté; les interventions institutionnelles nécessaires à la promotion des synergies et à la multiplication des effets pour l'éradication de la pauvreté par une approche multidimensionnelle; L'«incomplétude» du cadre des indicateurs des ODD; une réactivité aux crises économiques qui soit fondée sur les droits; des stratégies nationales pour l'éradication de la pauvreté, l'égalité des sexes et l'emploi; et la nécessité de disposer de données désagrégées par sexe pour saisir les différences individuelles dans l'IMP.

Les conférenciers ont également évoqué: les liens entre les défis posés dans l'éducation, l'emploi et la santé, en particulier pour les jeunes vulnérables; le risque de prolifération de différentes mesures nationales; et la nécessité d'un IMP mondial pour compléter les IMP nationaux.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3329f.html>

### **LES VUES DES MULTIPLES PARTIES PRENANTES:**

Cette séance, tenue le mardi 11 juillet, a été présidée par Jürgen Schulz, représentant permanent adjoint de l'Allemagne auprès de l'ONU et Vice-président de l'ECOSOC.

Luisa Emilia Reyes Zuñiga, mécanisme de coordination des GGSAPP du FPHN, a mis en exergue le rôle du mécanisme dans la garantie du droit d'accès et de la participation inclusive dans le FPHN.

Le Secrétaire général adjoint, Wu, a appelé à l'engagement actif de toutes les parties prenantes afin de renforcer leur appropriation des ODD.

**Les GGSAPP: les défis et voies d'accès à l'éradication de la pauvreté et à la prospérité dans un monde en mutation:** cette partie du débat a été modérée par Maruxa Cardama, Cities Alliance.

Wellington Chibebe, parlant au nom des Syndicats des travailleurs, a souligné la valeur des communications concernant l'état d'avancement des ODD soumises par les syndicats pour compléter les ENV, et a souligné l'importance des ODD 1, 3 et 5 pour les travailleurs.

Sehnaz Kiyimaz, pour les Femmes, a souligné l'importance de l'autonomisation des femmes et des filles touchées par les conflits et la nécessité d'un financement spécial pour les questions de parité des genres.



En tant que défenseur d'États membres, le Kenya a souligné l'importance: de la coopération internationale en matière de commerce, qui permet à l'Afrique de financer ses besoins; de la bonne gouvernance nationale; et de l'inclusion et de la participation.

Louise Kantrow, pour le Commerce et l'Industrie, a déclaré qu'un certain nombre d'entreprises ont déjà commencé à intégrer les ODD dans leurs efforts en faveur de la durabilité.

Luis Miguel Etchevehere, pour les Agriculteurs, a souligné l'accès à l'innovation pour réduire les coûts de production et une meilleure commercialisation des produits agricoles.

En tant que défenseur de défenseur d'États membres, l'Indonésie a proposé six «I» pour l'élimination de la pauvreté: Initiative, Intervention, Incitation, Innovation, Intégration de tous, et coopération Internationale.

Signalant que les personnes handicapées sont exposées à de multiples formes de discrimination, José Maria Viera, pour les Personnes Handicapées, a exhorté leur inclusion dans les programmes nationaux de réduction de la pauvreté.

Roberto Bissio, pour le Groupe Société Civile pour le financement du développement, a souligné que le financement doit «d'abord ne pas nuire».

Katarina Popovic, groupe des Acteurs Éducationnels et Universitaires, a déclaré que l'éducation reste sous-financée malgré l'importance de l'ODD 4 (éducation de qualité).

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné: le leadership de gouvernement innovant; la cohésion; la participation de toutes les parties prenantes; le respect de la diversité; l'inclusion du changement climatique dans les ENV et la déclaration ministérielle du FPHN de 2017; et la nécessité de garantir les droits fonciers des peuples autochtones.

**Ne laisser personne derrière: S'assurer un environnement propice à la mise en œuvre des GGSAPP et au suivi des ODD:** Le vice-président de l'ECOSOC, Schulz, a présidé cette session. Naiara Costa, Together 2030, a modéré les travaux.

Saúl Zenteno-Bueno, pour les Enfants et les Jeunes, a souligné les rapports sombres établis par les jeunes sur la mise en œuvre nationale et l'importance de l'apprentissage par les pairs.

Rosalea Hamilton, pour les ONG, a appelé à une approche participative de la budgétisation.

James O'Brien, pour le groupe des parties prenantes Volontaires, a appelé les gouvernements à réfléchir à la façon dont les volontaires peuvent s'engager dans le suivi par les citoyens.

En tant que défenseur d'États membres, la Slovaquie a souligné le rôle du bénévolat dans le soutien de la cohésion sociale.

Jan van Zanen, maire d'Utrecht, Pays-Bas, a souligné que la pleine appropriation du Programme 2030 au niveau local est un facteur décisif pour assurer la concrétisation du programme.

John Patrick Ngoyi, Together 2030, a appelé le FPHN à établir des mécanismes clairs et significatifs permettant de recueillir et d'analyser les rapports concernant la contribution de la société civile à la mise en œuvre du programme 2030.

Keikabile Mogodu, Peuples autochtones, a souligné que la reconnaissance et la protection des droits des peuples autochtones sont essentielles pour l'éradication de la pauvreté.

En tant que défenseur d'États membres, la Suède a décrit les efforts de son pays pour intégrer «l'intégralité de la société» dans son processus d'ENV.

Au cours du débat qui a suivi, les pays et les parties prenantes ont soulevé, entre autres, la nécessité: de tenir dûment compte des obstacles qui empêchent les personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transsexuelles et intersexuelles de participer activement à la société; de suivre efficacement les progrès

réalisés en matière de droits fonciers sécurisés pour les femmes; de soutenir les groupes religieux pour contrer les histoires de discrimination; de promouvoir l'apprentissage par les pairs entre les autorités locales; de résoudre les problèmes juridiques auxquels sont confrontées les personnes handicapées; et d'établir des «partenariats inhabituels» avec le monde de l'entreprise.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3330f.html>

**FAIRE AVANCER LA VOIE SAMOA:** Cette session, tenue le mercredi 12 juillet, a été présidée par Cristián Barros Melet, représentant permanent du Chili auprès de l'ONU. Pernelle Beckles, représentant permanent de Trinité-et-Tobago auprès de l'ONU, a modéré les travaux.

L'conférencier Shahine Robinson, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Jamaïque, a décrit le cadre objectif et institutionnel de Vision 2030 Jamaïque et l'importance de l'engagement de haut niveau et du soutien bipartite de sa réalisation.

L'conférencier Tuitama Leao Talalelei Tuitama, ministre de la Santé, Samoa, a décrit le défi que représentent les maladies non transmissibles (MNT) pour les PIED, et a fait état des mesures de riposte, y compris le Défi Apia; d'un cadre d'îles saines à venir; et des efforts visant à modifier les législations de Samoa régissant l'alimentation et le tabac.

L'intervenante Maria Helena Semedo, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a décrit les objectifs du Programme d'action mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les PEID.

L'intervenante Paula Vivili, Communauté du Pacifique, a décrit les initiatives régionales visant à lutter contre les MNT dans la région du Pacifique.

Des participants du parterre ont soulevé, entre autres: le défi persistant de la collecte de données de qualité; la vulnérabilité des PEID à des forces extérieures, telles que les crises mondiales, les événements climatiques et les pratiques commerciales déloyales; le soutien spécialisé aux systèmes et bureaux nationaux des statistiques; et le lien étroit entre les processus SAMOA Pathway et FPHN.

Les conférenciers ont également soulevé: la nécessité de politiques qui découragent les modes de vie qui causent des MNT; et l'importance de l'éducation nutritionnelle.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3331f.html>

**LES PAYS EN SITUATIONS PARTICULIÈRES: LES PMA ET LES PDSL ET LES DÉFIS PARTICULIERS POSES AUX PRI:** Cette session, tenue le mercredi 12 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Melet, et modéré par Swarnim Wagle, Commission nationale de planification, Népal.

La commissaire Amira Gornass, présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a déclaré que les investissements dans l'agriculture des petits agriculteurs bénéficieront des ODD 3, 5 et 13 (action climatique) et a souligné l'importance du Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les crises prolongées.

Mettant en exergue le récent passage du Bangladesh à un 'lower-PRI status', la conférencière Farah Kabir, Action Aid, a mis en garde contre la «féminisation de la pauvreté».

Le conférencier Nikhil Seth, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), a souligné la nécessité de l'engagement infranational; d'une approche axée sur le nexus; de l'engagement de l'ensemble des parties prenantes; et de meilleures données et de l'exploitation de la technologie.

Le commentateur Masud Bin Momen, représentant permanent du Bangladesh auprès des Nations Unies, a souligné: le renforcement de la résilience; la migration comme facilitatrice du développement; et la technologie, l'innovation et la collecte et gestion des données.

La commentatrice Larysa Belskaya, Biélorussie, a appelé à un soutien accru au profit du développement durable dans les PRI.

L'intervenant Lazarous Kapambwe, représentant permanent de la Zambie auprès de l'ONU, a identifié le chômage comme étant le plus grand défi posé aux PMA.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont examiné, entre autres: les besoins de développement spécifiques des pays sortant d'un conflit; les défis particuliers posés aux PRI; et la nécessité d'un partenariat mondial pour répondre aux besoins en matière de sécurité.

En conclusion, les conférenciers ont souligné: le rôle des capacités en matière de statistique pour tirer parti des interventions; l'action sur le changement climatique; et l'importance de l'agriculture.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3331f.html>

### **EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD**

**ODD 1 (PAS DE PAUVRETÉ):** Cette séance, tenue le mardi 11 juillet, a été présidée par le président de l'ECOSOC, Shava. Carolina Sanchez-Paramo, groupe de la Banque mondiale, a modéré les travaux.

Évoquant les conclusions du rapport sur les objectifs de développement durable de 2017, Stefan Schweinfest, directeur de la Division des statistiques de l'ONU (UNSD), ministère des Affaires économiques et sociales (DAES), a déclaré que nonobstant les progrès réalisés, les trois quarts d'un milliard de personnes vivent toujours dans une extrême pauvreté et que la couverture de la protection sociale varie partout dans le monde, manquant bien des populations vulnérables.

Le conférencier Martin Ravallion, Université de Georgetown, a déclaré qu'en dépit des progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté absolue, des défis subsistent dans la réduction de la pauvreté relative; et que de meilleures politiques de lutte contre la pauvreté sont nécessaires pour compléter la croissance économique.

Le conférencier Yang Zhi, maire de Jingzhou, Chine, a souligné l'engagement de la Chine à sortir 70 millions de personnes de la pauvreté, d'ici 2020, soulignant les efforts visant à étendre les investissements dans les infrastructures; le renforcement des systèmes de protection sociale; et l'avancement des réseaux de commerce électronique dans les villages.

Le conférencier Yaw Ansu, Centre africain pour la transformation économique, a souligné le besoin d'améliorer: l'accès à la sécurité foncière et de la propriété; la productivité dans les fermes; et la rentabilité de l'agriculture.

La conférencière Janet Gornick, Université de New York, a fait état des facteurs qui influent sur les niveaux élevés de pauvreté, y compris l'inégalité des revenus du marché et la maigre répartition accomplie par l'État.

La commentatrice Deborah Greenfield, Organisation internationale du Travail, a identifié le travail décent et la protection sociale universelle comme étant les moteurs critiques de la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Chibebe, confédération syndicale internationale, a souligné l'importance de la création d'emplois de qualité, de l'accès à des processus décisionnels démocratiques et à des systèmes complets de protection sociale.

Au cours du débat qui a suivi, les conférenciers ont souligné, entre autres: la nécessité d'une coopération internationale en matière de collecte et d'analyse de données pour lutter contre la pauvreté chez les enfants; les liens entre l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) et l'ODD 1; des approches holistiques de la réduction de la pauvreté; l'éducation en tant que catalyseur pour mettre fin à la pauvreté; et la vulnérabilité unique des PEID.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3330f.html>

**L'ODD 2 (ZERO FAIM):** Cette séance, tenue le mardi 11 juillet, a été présidée par le président de l'ECOSOC, Shava, et modérée par Gerda Verburg, Scaling-Up Nutrition Movement.

Présentant des statistiques relatives à l'ODD 2, Min Yongyi, DAES, a souligné que bien que l'agriculture soit un moyen important pour réduire la pauvreté, les investissements intérieurs et étrangers dans l'agriculture sont en baisse.

La conférencière Esther Penunia, Association asiatique des agriculteurs pour le développement rural durable, a mis en exergue: les droits d'accès aux ressources naturelles pour les pauvres; l'infrastructure du marché et l'accès; et le traitement du changement climatique.

La conférencière Elizabeth Mpofu, La Via Campesina, a mis en relief: l'éducation; de meilleures quantifications du progrès humain; et les impacts négatifs des compressions budgétaires sur les objectifs sociaux.

Le commentateur Eugenio Diaz-Bonilla, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, a souligné qu'un régime de sécurité social universel, axé sur la lutte contre la pauvreté, coûterait moins de 0,1% du PIB mondial.

La commentatrice Meena Bilgi, Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resources Management, a encouragé l'identification des défis émergents liés à l'urbanisation galopante.

Le commentateur Patrick Caron, Comité de la sécurité alimentaire mondiale, a appelé à l'innovation locale pour améliorer la gestion des ressources naturelles, et à des politiques nationales intersectorielles intégrées pour garantir le droit à l'alimentation.

Un certain nombre d'organisations internationales ont appelé à placer les petits agriculteurs au centre de la politique alimentaire pour s'assurer que les gains contre la faim sont sécurisés.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont évoqué, entre autres: les efforts nationaux en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; l'égalité des sexes pour améliorer les résultats de l'agriculture; la dégradation des sols; Une approche fondée sur les droits pour lutter contre les conflits, les catastrophes naturelles et les migrations; la réduction des barrières commerciales; le financement de la technologie agricole pour les pays en développement; et l'étiquetage des aliments.

Les conférenciers devaient en outre souligné la nécessité: pour l'agriculture durable d'être socialement juste, écologiquement rationnelle et économiquement viable; d'un département chargé de l'élaboration de projets présentant un profil risque-bénéfice approprié pour l'obtention du soutien du secteur privé; de dispositions institutionnelles à tous les niveaux et entre les parties prenantes qui contribuent à lever les barrières sectorielles; et de programmes de santé et de nutrition physiquement et financièrement accessibles, en intégrant le Handicap dans les programmes de sécurité alimentaire.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3330f.html>

**L'ODD 3 (BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE):** Cette session, tenue le mercredi 12 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Munir, et modérée par Nata Menabde, Organisation mondiale de la santé.

Présentant des statistiques liées à l'ODD 3, Francesca Perucci, UNSD, a parlé d'une réduction de la mortalité maternelle et d'une amélioration des taux de survie de l'enfant, soulignant toutefois que les taux de progrès doivent augmenter.

Signalant que 14 des 17 ODD peuvent être directement liés à la santé, la conférencière Laura Flores, représentante permanente du Panama auprès de l'ONU, a exhorté les organismes sectoriels nationaux à traiter ces interconnexions.

Le conférencier Michael Myers, Fondation Rockefeller, a demandé: des efforts délibérés pour le traitement de la question de l'équité; la relève des défis à venir; et la collaboration entre les secteurs.

Évoquant l'existence d'un consensus émergent dans les rangs des décideurs politiques, selon lequel le système actuel d'innovation biomédicale est «profondément brisé», la commentatrice Rachel Cohen, Drugs for Neglected Diseases Initiative, a demandé: des approches pratiques de l'innovation biomédicale; et des stratégies pour la promotion de la collaboration scientifique.

La commentatrice Marie Hauerslev, Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine, a déclaré qu'une volonté politique, une cohérence des politiques et des investissements dans le secteur de la santé sont nécessaires pour atteindre l'ODD 3.

Des participants du parterre ont insisté sur le besoin: de traiter les interconnexions entre les ODD 3 et 5; d'augmenter l'allocation publique destinée aux soins de santé; de traiter les causes structurelles de la pauvreté et de comprendre les déterminants sociaux de la santé; de reconnaître les cloisonnements comme étant un obstacle à de meilleurs résultats en matière de santé dans les PEID; de traiter le problème des MNT; de reconnaître le rôle de l'assurance dans la facilitation de l'accès aux services de santé; de s'assurer de la désagrégation des données en fonction de l'appartenance ethnique; et de lever les obstacles posés aux services de santé destinés aux personnes âgées.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3331f.html>

**L'ODD 5 (PARITÉ DES GENRES):** Marie Chatardová, représentante permanente de la République tchèque auprès de l'ONU et vice-présidente de l'ECOSOC, a ouvert cette session le mercredi 12 juillet. Craig Mokhiber, Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a modéré les travaux.

Présentant une mise à jour des statistiques concernant les indicateurs, Francesca Perucci, UNSD, a souligné: la persistance de la violence à l'égard des femmes; le décalage entre l'engagement des femmes et celui des hommes dans les travaux domestiques; et la faible représentation des femmes dans les processus décisionnels.

La conférencière Salma Nims, Commission nationale des femmes de Jordanie, a déclaré que les solutions fiscales et techniques ne traitent pas nécessairement les forces et relations sociales qui freinent l'autonomisation des femmes et a souligné l'importance de l'intégration de données sexo-spécifiques dans la planification.

La conférencière Jane Sanyu Mpagi, ministre du Genre, du Travail et du Développement social, Ouganda, a parlé de l'initiative de son pays de faire des "certificats de respect de la parité des genres", une condition préalable à l'obtention de fonds du Parlement, et a recommandé de promulguer des législations et des politiques qui traitent des causes profondes de l'inégalité.

L'intervenant Roberto Bissio, Third World Institute, a souligné la valeur du financement pour la transformation du travail de peine et soins précédemment non rémunéré et le «blanchiment des femmes» par les entreprises.

L'intervenante Nalini Singh, Mouvement des droits des femmes des Fidji, a souligné l'importance des mouvements féministes autonomes.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont évoqué, entre autres: les efforts déployés par les pays en vue de promouvoir l'égalité des sexes; les législations et les politiques visant à protéger les travailleurs des secteurs économiques formel et informel; les partenariats intergénérationnels; les mesures de lutte contre la discrimination, la violence et les pratiques nuisibles; l'importance des droits sexuels et reproductifs; la prévention de la violence sexiste; le besoin de données désagrégées par sexe; et la question de parité hommes-femmes en tant que thème transversal dans le programme de développement de l'horizon 2030.

Les conférenciers devaient, en outre, relever la nécessité: pour "la théorie féministe", de couvrir l'ensemble du système; et la participation des femmes au suivi et à la mise en œuvre des ODD.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3331f.html>

**ODD 9 (INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE):** Le président de l'ECOSOC, Shava, a présidé cette séance tenue le jeudi 13 juillet. Miguel Ruiz Cabañas, vice-ministre des Affaires multilatérales et des droits de l'homme, Mexique, a modéré les travaux.

Le conférencier John Danilovich, chambre de commerce internationale, a souligné: la cohérence des politiques; la réforme de la facilitation du commerce; le financement pour permettre aux entreprises d'accéder aux marchés internationaux; et l'exploitation du potentiel commercial de l'Internet.

La conférencière Maria Kiwanuka, conseillère particulière du président de l'Ouganda, a souligné la nécessité: de se concentrer sur les secteurs productifs; d'optimiser les avantages et de réduire les retards accusés dans les projets infrastructurels; et d'établir un équilibre entre l'innovation intense en capitaux et l'innovation intense en main-d'œuvre.

Le conférencier Magnus Arildsson, Ericsson, a souligné l'amélioration des systèmes de connaissances pour accroître la production alimentaire et l'harmonisation des normes technologiques pour permettre l'interopérabilité des données.

Présentant un aperçu global des progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 9, Min Yongyi, DESA, a signalé: une concentration continue de la production dans un nombre restreint de régions géographiques; d'importants investissements dans les secteurs du transport et de l'énergie; et une augmentation de 23% de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier entre 2005 et 2016.

Le commentateur Patrick Ho, Comité du Fonds de l'énergie de la Chine, a énuméré l'infrastructure, la technologie et l'investissement comme étant les trois éléments clés pour atteindre l'ODD 9, affirmant que ces éléments devraient promouvoir la prospérité économique, l'équité et la durabilité environnementale.

L'intervenant Arne Holte, World Blind Union, a déclaré que l'ODD 9 constituerait la meilleure façon de s'assurer que "personne ne soit laissé pour compte", si les impacts exercés sur tous les secteurs de la société, y compris les personnes handicapées, y sont pris en compte de manière sérieuse lors de la mise au point de la technologie, des biens et des services.

Les participants du parterre ont soulevé entre autres: la nécessité d'efforts visant à soutenir les entreprises en démarrage et les petites et moyennes entreprises (PME); une initiative accélérée en faveur de l'agriculture et de l'agro-industrie; les ENV en tant qu'outil permettant d'ouvrir le dialogue entre le gouvernement et le monde des affaires; neutralité du réseau; et la relève du défi consistant à établir une correspondance entre le capital et les projets disponibles.



Les conférenciers ont souligné la nécessité: d'exemples concrets; de contributions locales pour réduire les coûts; d'une attention particulière aux agriculteurs dans les partenariats «publics-privés»; d'une amélioration de l'accès aux chaînes de production mondiales; de progrès dans la construction d'infrastructures de transport et de communication par l'Internet; de la suppression des barrières commerciales; et de la promotion du commerce numérique au profit des PME.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3332f.html>

**ODD 14 (LA VIE SUBAQUATIQUE):** Le président de l'ECOSOC, Shava, a présidé cette séance tenue le jeudi 13 juillet.

Le conférencier principal Peter Thomson, président de l'AGNU, a appelé: à la mise en œuvre du plan de travail de la Conférence des océans de l'ONU de 2017; à une responsabilité collective pour le rétablissement de santé des océans; et à une dynamique politique dans ce sens.

Appelant les pays donateurs à respecter leurs engagements particuliers en faveur des PEID, l'orateur principal Olof Skoog, représentant Isabella Lövin, ministre de la Coopération internationale pour le développement et le Climat, vice-Premier ministre de Suède et coprésidente de la conférence sur l'océan, a déclaré que la Conférence reflète une innovation modèle du partenariat Nord-Sud qui pourrait servir d'exemple dans d'autres ODD.

Le conférencier principal Luke Daunivalu, représentant Josaia Voreqe (Frank) Bainimarama, Premier ministre des Fidji et coprésident de la conférence sur l'océan, a souligné: le nombre important d'engagements volontaires couvrant les dix objectifs du ODD 14, pris durant la dite conférence; la capacité limitée des PEID à lutter contre les menaces pesant sur les océans; et la nécessité de s'assurer du suivi des résultats de la conférence.

Le conférencier principal Wu Hongbo a souligné les efforts déployés par l'ONU pour l'élaboration d'une étude préliminaire de près de 1400 engagements volontaires et la détermination des synergies avec les partenariats existants.

Kate Brown, Global Island Partnership, a modéré le débat qui a suivi.

Miguel de Serpa Soares, Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques de l'ONU, a déclaré que ONU-Océans, un mécanisme de collaboration interinstitutionnel, pourrait jouer un rôle important dans la mise en œuvre de l'ODD 14 si un financement durable est assuré.

Présentant des statistiques liées à l'ODD 14, Min Yongyi, DESA, a signalé que les gains récents obtenus dans les aires marines protégées sont compromis par le changement climatique, la surpêche et la pollution marine.

Le conférencier Jake Rice, ministère des Pêches et des Océans, Canada, a indiqué que suffisamment de connaissances sont disponibles permettant de passer du stade des engagements à celui de l'action et a appelé à une utilisation «plus intelligente» des océans.

Le conférencier Marjo Vierros, Global Ocean Forum, a appelé à une mise en œuvre participative et inclusive de l'ODD 14.

Le commentateur Ronald Jumeau, Représentant permanent des Seychelles auprès des Nations Unies, a appelé à un solide mécanisme d'évaluation pour le suivi des progrès réalisés dans le cadre de l'Appel à l'Action de la Conférence océanique en faveur de l'ODD 14.

Le commentateur Tui Shortland, Pacific Indigenous and Local Knowledge Centre of Distinction, a souligné que les peuples autochtones doivent être reconnus en tant qu'acteurs clés dans la gestion océanique et pour leurs rôles institutionnalisés.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont examiné, entre autres: les stratégies nationales pour la mise en œuvre de l'ODD 14; l'importance des discussions en cours sur la diversité biologique marine des zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale; le rôle de la recherche et des connaissances scientifiques dans les processus décisionnels sur les ressources marines et côtières; l'autonomisation des communautés locales; et l'importance du cadre juridique fourni par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, y compris la délimitation des aires marines.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3332f.html>

### **EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD ET EVALUATION THEMATIQUE DE L'ODD 17**

Cette séance tenue le jeudi 13 juillet a compris deux groupes spéciaux sur: l'investissement et le financement des ODD; et l'avancement des STI pour les ODD.

**INVESTIR DANS, ET FINANCER LES ODD:** Le vice-président de l'ECOSOC, Munir, a présidé cette session.

Le conférencier principal Marc Pecsteen de Buystswerve, Représentant permanent de la Belgique auprès des Nations Unies, a présenté le rapport du Forum de l'ECOSOC de 2017 sur le financement du développement (E/FFDF/2017/3).

Présentant les points saillants du rapport, le conférencier principal Jerry Matthews Matjila, Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès des Nations Unies, a souligné, entre autres, l'importance: de l'égalité des sexes; de l'infrastructure résiliente; des investissements à long terme, y compris dans les systèmes de protection sociale; et des efforts internationaux visant à limiter les flux financiers illicites.

Manuel Montes, the South Centre, a modéré le débat qui a suivi.

Présentant les principales statistiques, Stefan Schweinfest, directeur, UNSD, a signalé que de 2015 à 2016, l'APD a augmenté de 8,9% mais que l'aide bilatérale aux PMA a diminué de 3,9%.

Le conférencier Gebeyehu Ganga Gayito, Représentant permanent adjoint de l'Éthiopie auprès des Nations Unies, a souligné qu'un engagement et une détermination politique renouvelée sont nécessaires pour accélérer la concrétisation du programme d'action d'Addis-Abeba (PAAA).

Le conférencier Peter Adriaens, Equarius Risk Analytics, a identifié des opportunités pour l'intégration du financement du développement durable, à travers notamment: un accent sur le développement économique systémique; de bons mécanismes de financement; et une ré-sensibilisation et réformation des décideurs politiques.

La conférencière Kajsa Olofsgård, ministère des Affaires étrangères, Suède, a souligné l'importance du multilatéralisme et de l'inclusivité.

Soulignant que les partenariats public-privé ont fréquemment favorisé la corruption, le commentateur Chee Yoke Ling, Third World Network, a appelé à une plus grande supervision par l'ONU et à l'établissement de normes.

Les participants du parterre ont évoqué, entre autres: les différents besoins de financement des PMA et des PRI; le deuxième forum annuel d'affaires sur les ODD; la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire; le respect du principe de responsabilités communes mais différenciées; la nécessité d'un environnement propice à la participation des jeunes; cohérence des politiques; et la nécessité d'un langage fort sur les MMCE.

Les conférenciers devaient, en outre, appeler: à un multilatéralisme efficace qui complète les efforts nationaux; à des partenariats de transformation en matière de finance; et à un leadership national pour le renforcement de la cohérence des politiques.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3332f.html>

**FAIRE AVANCER LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION POUR LES ODD:** Le vice-président de l'ECOSOC a présidé cette session et Susil Premajayantha, ministre de la science, de la technologie et de la recherche, Sri Lanka, en a modéré les travaux.

Présentant le résumé des coprésidents du Forum multipartite de 2017 sur la science, la technologie et l'innovation pour les ODD (E/HLPF/2017/4), Macharia Kamau, coprésidente du Forum sur les STI, a déclaré que "des plongées profondes" pour explorer la dimension STI de chaque ODD sont nécessaires; a appelé à une attention accrue aux solutions exigeant peu d'argent et de technologie et plus adaptées aux réalités locales; et a encouragé le soutien au mécanisme de facilitation de la technologie (MFT) de façon à lui conférer un fonctionnement efficace.

Vaughan Turekian, coprésidente du Forum STI, a souligné: l'importance du Forum sur les STI pour la détermination des bonnes pratiques et la création de réseaux entre le secteur public, le secteur privé et le milieu universitaire; l'appel à un mécanisme consultatif scientifique solide pour le Secrétaire général de l'ONU; et la nécessité de se concentrer sur le renforcement des capacités.

Le conférencier Heide Hackmann, coprésident du groupe de 10 membres du groupe de représentants de haut niveau pour l'appui au MFT, a identifié trois priorités: collaboration renforcée au sein de la communauté scientifique; nouvelles formes d'engagement en matière de politiques et actions publiques; et exploitation du potentiel des données importantes et de l'apprentissage des machines.

Le commentateur Nebojša Nakićenović, Institut international d'analyse des systèmes appliqués, a attiré l'attention sur les compressions du financement de la recherche mondiale et sur le risque de marginalisation des STI dans le processus de développement durable.

Donovan Gutierrez, grand groupe social des Enfants et des Jeunes, a déclaré que les STI devraient soutenir le programme de développement de l'horizon 2030 et non augmenter les inégalités existantes.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont évoqué, entre autres: les décalages numériques en matière de disponibilité et d'accessibilité financière de la technologie; l'importance de l'éducation technologique pour les jeunes femmes et les filles; la nécessité de s'assurer que la technologie est écologiquement rationnelle; la nécessité d'une gouvernance appropriée des technologies de l'information et de la communication; l'inclusion des femmes, des jeunes et des personnes handicapées dans les STI; et la reconnaissance de l'importance des savoirs traditionnels en complément de la science dans tous les ODD.

Les panélistes conférenciers devaient également soulever, entre autres: la nécessité de sauvegarder la voix de la science en ces temps de populisme croissant; le temps limité qui reste pour la construction d'un système pour catalyser les STI pour le programme de développement de l'horizon 2030; et la nécessité de trouver un «vrai foyer» pour le secteur privé au sein de l'ONU.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3332f.html>

### **OPTIMISER LES INTERCONNEXIONS POUR UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE DES ODD**

Cette séance tenue le vendredi 14 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Chatardová, et a englobé deux groupes de discussions sur les interconnexions et sur les données et statistiques.

**LES INTERCONNEXIONS:** Minh-Thu Pham, Fondation des Nations Unies, a modéré ce groupe de discussion.

Le conférencier Debapriya Bhattacharya, Centre pour le dialogue sur les politiques, a encouragé: l'exploration des interconnexions entre les objectifs avant d'envisager l'établissement de liens entre eux; la prise en compte des interconnexions dans les affectations budgétaires; et le traitement des dimensions systémiques internationales des interconnexions.

Décrivant l'importance de traiter des liens entre les efforts visant à lutter contre les VIH/SIDA, le conférencier Michel Sidibé, Programme commun des Nations Unies sur les VIH/SIDA, a appelé à clarifier la façon dont le FPHN peut faciliter l'éloignement des approches axées sur l'État et l'évolution vers de véritables partenariats multisectoriels et multipartites.

Le conférencier Charles Arden-Clarke, ONU-Environnement, a identifié le besoin de promouvoir la cohérence des politiques par la coordination interministérielle, et d'utiliser un financement intégré pour atteindre les objectifs transversaux ouvrant sur des modes de consommation et de production durables.

Le commentateur Michael Gerber, Envoyé spécial pour le développement durable mondial, Suisse, a souligné l'importance du caractère intégré des ODD en tant qu'opportunité pour la cohérence des politiques à tous les niveaux de gouvernance.

L'intervenante Irene Khan, Organisation internationale du droit au développement, a souligné l'importance d'avoir des processus et mécanismes transparents et fondés sur des règles, qui garantissent des dispositions appropriées, inclusives et équitables pour la mise en œuvre des ODD.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont évoqué, entre autres: les systèmes nationaux visant à promouvoir une approche interconnectée de la mise en œuvre des ODD; la nécessité d'intégrer des indicateurs non quantitatifs; le cadre de la cohérence des politiques de développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques; les interconnexions dans le nouveau consensus européen pour le développement; Une «approche de gains mutuels» qui peut aider à rassembler des intérêts multiples et aller au-delà des simples compromis; l'élimination des barrières systémiques et structurelles; et l'intégration des droits humains dans le suivi et l'évaluation du programme de l'horizon 2030.

Les conférenciers ont également soulevé, entre autres: la nécessité d'éviter la confusion entre les processus et les résultats; l'importance de traiter la stigmatisation, l'exclusion et les préjugés; la nécessité d'une coordination de haut niveau des efforts de développement durable au niveau national; l'inclusion des acteurs non étatiques dans la coordination des ODD; et la résolution de la question de savoir si les interconnexions doivent être simplement ambitieuses ou également mesurables.

**LES DONNÉES ET LES STATISTIQUES:** Debapriya Bhattacharya a modéré ce groupe de discussion.

Roberto Olinto, Institut brésilien de géographie et de statistique, a déclaré que la désagrégation des données est nécessaire pour aboutir au «zéro» visé par l'objectif consistant à «ne laisser personne derrière».

Judith Randel, Initiatives de développement, a déclaré que les données désagrégées éclairent les différents aspects de l'identité des personnes et de ce qui les retient derrière.



Anil Arora, Statistique Canada, a déclaré que les bureaux nationaux de statistique apportent la rigueur statistique nécessaire à la génération d'informations utiles, et a appelé à un alphabétisme statistique plus important.

Les participants du parterre ont évoqué, entre autres: la nécessité pour les institutions internationales de partager les bonnes pratiques en matière d'utilisation de données désagrégées; les défis de la coordination interministérielle et de la collecte de données; et la nécessité de normes méthodologiques détaillées qui peuvent être harmonisées entre les pays.

Les conférenciers ont également soulevé, entre autres: la nécessité de veiller à ce "qu'aucun bureau national de statistique ne soit laissé pour compte"; l'importance de l'investissement dans les données et la comparabilité des données; et la nécessité de compléter les données importantes par des mesures «douces», telles que des règles de confidentialité.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3333f.html>

### **L'INTERFACE SCIENCE-POLITIQUE ET LES THÈMES ÉMERGENTS**

Cette séance tenue le vendredi 14 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Melet. William Colglazier, Association américaine pour l'avancement de la science, en a modéré les travaux.

Le conférencier Endah Murniningtyas, Agence nationale de planification du développement, Indonésie, a souligné que le Rapport mondial sur le développement durable (RMDD) vise à fournir un instrument fondé sur des données probantes permettant d'aider les décideurs politiques dans les programmes d'élimination de la pauvreté.

Le conférencier Peter Messerli, Université de Berne, a recommandé: une meilleure utilisation des connaissances disponibles; mobilisation et innovation de la science; et institutionnalisation des interfaces science-politique au niveau international.

Le conférencier Wang Ruijun, Commission des Nations Unies de la science et de la technologie pour le développement, a souligné la nécessité de déterminer les lacunes dans le domaine des STI pour les ODD, en particulier dans les pays en développement.

L'intervenante Tolu Oni, Université du Cap, a insisté sur une interaction étroite entre le milieu universitaire et les décideurs politiques, afin de jeter des passerelles entre les intérêts et incitations en concurrence.

Le commentateur Stuart Taberner, Conseils des recherches, Royaume-Uni, a recommandé de mobiliser les systèmes de recherche nationaux pour orienter la science vers la génération d'un impact et la promotion de nouveaux ensembles d'aptitudes à l'engagement dans des changements sociétaux.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont évoqué, entre autres: le besoin de politiques éducatives fondées sur des preuves; la nécessité d'un engagement et d'une plus grande transparence dans le processus du RMDD; les recommandations du premier forum scientifique et politique de l'ONU; l'apprentissage de l'approche du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat; des services communautaires de suivi et d'information, comme sources de données complémentaires; et des espaces institutionnalisés pour l'engagement des parties prenantes dans l'élaboration du RMDD.

Les conférenciers devaient également soulever, entre autres: l'interface entre les savoirs traditionnels et les connaissances modernes et la science; la généralisation et l'agrégation des connaissances nécessaires à la réalisation des ODD;

l'écart grandissant entre les pays développés et les pays en développement dans le domaine des technologies nouvelles et émergentes; et la nécessité pour le processus du RMDD de s'engager avec toutes les institutions de l'ONU.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3333f.html>

### **SESSION DE RÉCAPITULATION**

Vendredi soir, 14 juillet, le président de l'ECOSOC, Shava et le secrétaire général adjoint, Wu, ont présenté un récapitulatif de la première semaine du FPHN de 2017.

Shava a fait état de signes de progrès et a déclaré que la semaine a porté sur un nombre limité d'objectifs, mais que le caractère indivisible, intégré et interconnecté des ODD souligne la nécessité d'une mise en œuvre collaborative.

Qualifiant le FPHN de «bonne plate-forme sur la bonne voie» pour le suivi et l'évaluation du programme de l'horizon 2030 et des ODD, Wu a déclaré que le Forum a pu analyser les lacunes, aller au-delà des frontières sectorielles et encourager les mesures transformatives.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3333f.html>

### **LE SEGMENT MINISTÉRIEL**

Ouvrant la réunion ministérielle lundi matin 17 juillet, le président de l'ECOSOC, Shava, a appelé à la solidarité et à la coopération dans la relève des principaux défis mondiaux, tels que l'extrême pauvreté, les inégalités, les conflits et le terrorisme, et le changement climatique.

Soulignant que le programme de 2030 est «la voie qui guidera l'humanité vers un mode de vie durable», le président de l'AGNU, Peter Thomson, a souligné l'importance des campagnes de conscientisation et du placement d'un accent sur la mise en œuvre sur le terrain.

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré que le programme de l'horizon 2030 pourrait rendre la mondialisation équitable et exposer les principales propositions de réforme du système de développement de l'ONU, y compris: l'autonomisation des coordonnateurs résidents; l'intégration de la dimension féminine dans la mise en œuvre du programme de l'horizon 2030; et la garantie d'un financement cohérent et responsable.

Faisant état de la présence d'une richesse immense, mais d'une grande inégalité dans le monde, Jeffery Sachs, Earth Institute, Université de Columbia, a identifié des obstacles entravant le progrès, y compris: des intérêts acquis, par exemple, des exploitants de pétrole, de charbon et de gaz; «des dirigeants belligérants» qui perpétuent les conflits; et une absence de «grande pensée audacieuse».

Shava, avec les vice-présidents de l'ECOSOC, a récapitulé les principaux messages de la semaine précédente. Il a souligné: le rôle croissant de la coopération régionale; l'amélioration de la coordination intersectorielle et de l'intégration au niveau national; et le problème persistant de l'inégalité.

Le vice-président de l'ECOSOC, Chatardová, a souligné la valeur: des interventions sanitaires multisectorielles; les dispositions juridiques et les cadres institutionnels liés aux conventions sur les droits humains en faveur de l'autonomisation des femmes; et le reflet des interconnexions dans les affectations budgétaires.

Le vice-président de l'ECOSOC, Melet, a appelé à une coopération plus systémique et plus systématique entre les gouvernements et les communautés en vue de surmonter les obstacles posés au financement.

Le vice-président de l'ECOSOC, Schulz, a encouragé les gouvernements à trouver des voies et moyens d'intégrer d'autres acteurs importants dans le processus de mise en œuvre des ODD, y compris le secteur privé, les agriculteurs, les groupes de femmes et les jeunes.

Le vice-président de l'ECOSOC, Munir, a encouragé l'accélération des efforts nationaux et le renforcement de la coopération internationale pour le soutien de politiques favorisant la réalisation du programme de l'horizon 2030.

Un résumé plus détaillé des discussions est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3334f.html>

**RAPPORTS SOUMIS PAR LES MINISTRES-PRÉSIDENTS DES FORUMS RÉGIONAUX SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE:** Cette séance tenue le lundi 17 juillet, a été présidée par le président de l'ECOSOC, Shava.

Lahcen Daoudi, Ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance, Maroc, a souligné l'éradication de la pauvreté, la bonne gouvernance et l'égalité comme priorités pour la durabilité dans la région d'Afrique occidentale.

Francisco Guzmán Ortiz, Bureau du Président, Mexique, a souligné les principaux messages de la région Amérique latine et Caraïbes, notamment ceux portant sur l'importance: de l'élimination de la pauvreté; du multilatéralisme; de l'égalité des sexes; et de l'élaboration d'indicateurs de progrès du développement durable qui vont au-delà du revenu par habitant.

Rosemarie Edillon, National Economic and Development Authority, Philippines, a mentionné deux résultats clés adoptés par la région Asie-Pacifique: une feuille de route régionale pour la mise en œuvre du programme de l'horizon 2030; et un document sur les forme et fonction du Forum de l'Asie-Pacifique sur le développement durable.

Faisant état du caractère intégré du programme de l'horizon 2030 et celui de l'horizon 2063 de l'Union africaine, Gervais Meatchi, Autorité Nationale de Planification, Togo, a souligné les questions suivantes à régler pour la région africaine: des approches intégrées; une harmonisation avec les plans nationaux; une infrastructure résiliente; et une utilisation durable des océans.

Laurence Monnoyer-Smith, ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, France, a déclaré que les principales questions pour les pays de la CEE englobent: l'adaptation des ODD au niveau national; le renforcement des capacités en matière de statistique; et un engagement politique de haut niveau en faveur de l'intégration des ODD dans les politiques existantes.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3334f.html>.

**LES ÉVALUATIONS NATIONALES VOLONTAIRES:** Quarante-trois pays ont présenté leurs ENV au cours de pas moins de treize séances de travail du segment ministériel.

**Évaluations nationales volontaires 1:** Cette séance tenue le lundi 17 juillet, a été présidée par le président de l'ECOSOC, Shava.

Présentant l'ENV du **Luxembourg**, Carole Dieschbourg, ministre de l'environnement, et romain Schneider, ministre de la coopération au développement et des affaires humanitaires, ont exposé les domaines prioritaires nationaux suivants: l'insertion sociale; une éducation de qualité; le découplage entre l'essor économique et les émissions de carbone; l'amélioration de l'aménagement territorial; et une protection environnementale plus efficace.

Présentant l'ENV du **Népal**, Min Bahadur Shrestha, Commission nationale de planification, a souligné: l'intégration des trois dimensions du développement durable dans la Constitution du Népal en 2015; la création de trois comités de

haut niveau pour la promotion de la mise en œuvre des ODD; la réalisation de progrès dans la promotion de l'égalité des sexes; et la relève des défis liés au financement et à la mise en œuvre aux niveaux provincial et local.

Présentant l'ENV du **Brésil**, José Antônio Marcondes de Carvalho, ministère de l'environnement, de l'énergie, de la science et de la technologie, a parlé de la création d'une Commission nationale chargée des ODD, composée de 16 membres, dont huit représentant du gouvernement et huit, représentant la société civile. Il s'est élicité des efforts fournis par la société civile brésilienne pour diffuser les ODD et les adapter aux réalités locales.

La commentatrice principale, Rita Schwarzelühr-Sutter, ministre de l'environnement et de la conservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire, Allemagne, s'est enquis: de l'engagement multipartite; de la façon dont les conflits d'intérêt entre les différents ministères sont résolus dans la mise en œuvre des ODD; et de l'intégration des ODD dans le budget national.

Le commentateur principal Adil Najam, Université de Boston, a appelé à réduire le décalage quant à la façon dont les pays donateurs et les pays en développement approchent l'ODD 17 dans leurs ENV, et a indiqué que le FPHN et l'ONU ont un rôle important à jouer en s'assurant que des enseignements d'ordre transversal soient tirés des ENV des différents des pays.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3334f.html>.

**Évaluations nationales volontaires 2:** Cette séance tenue le lundi 17 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Munir.

Présentant l'ENV de **Monaco**, Serge Telle, ministre d'État, a décrit: l'affectation de 1,1% des recettes de la principauté à l'APD destinée aux PMA; l'accent particulier placé sur les soins de santé et l'éducation dans le cadre des efforts d'ordre mondial de sa principauté; le dépassement des objectifs d'atténuation fixé dans le Protocole de Kyoto et de l'objectif national de neutralité carbonique d'ici 2050; et les domaines prioritaires nationaux liés à l'ODD 14.

Présentant l'ENV pour le **Japon**, Fumio Kishida, ministre des Affaires étrangères, a souligné: la création d'un siège pour la promotion des ODD; d'exemples de projets "d'action publique-privé pour le partenariat"; et d'efforts visant à promouvoir la coopération internationale sur la base de la notion de sécurité humaine.

Présentant l'ENV pour l'**Indonésie**, Bambang Brodjonegoro, ministre de la planification nationale du développement, a souligné l'adoption d'un décret présidentiel en faveur de la mise en œuvre des ODD et la création d'une équipe nationale de coordination des ODD. Il a déclaré que le prochain plan de développement à moyen terme de l'Indonésie intégrera tous les ODD.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3334f.html>

**Évaluations nationales volontaires 3:** Cette séance tenue le lundi 17 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Melet.

Présentant l'ENV du **Costa Rica**, Olga Marta Sánchez Oviedo, ministre de la planification, a parlé d'un pacte national en faveur des ODD, qui regroupe les trois branches étatiques ainsi que la société civile. Elle a décrit des mesures particulières prises contre la faim et la santé, les infrastructures et la vie marine.

Présentant l'ENV des **Pays-Bas**, Lilianne Ploumen, ministre du commerce extérieur et de la coopération pour le développement, a déclaré que son pays jouit d'un haut niveau d'aide sociale, de confiance dans les institutions, d'éducation et de soins de santé, mais qu'il lui reste à résoudre les questions des émissions de gaz

à effet de serre, des énergies renouvelables et de l'écart salarial entre hommes et femmes. Martijn Visser, Représentant des Jeunes pour le développement durable, a demandé à son pays de prioriser l'éducation, l'action climatique et l'égalité. Eugene Rhuggenaath, Premier ministre de Curaçao, a souligné les défis posés aux PEID et l'importance de l'ODD 17.

Présentant l'ENV du **Bangladesh**, Abul Kalam Azad, coordinateur principal des ODD, a fait état d'efforts visant à intégrer les ODD, à travers la création d'un bureau chargé de la supervision de l'exercice. Évoquant la cohérence entre les politiques nationales et les ODD, il a signalé que des 17 ODD, 14 sont thématiquement tout à fait alignés sur le 7ème plan quinquennal de son pays, et que trois le sont partiellement.

Présentant l'ENV du **Kenya**, Irungu Nyakera, ministre de la décentralisation et de la planification, a parlé de la création d'un comité technique interinstitutionnel qui travaille avec les organisations de la société civile et le secteur privé et d'un bureau de liaison chargé des ODD, travaillant avec les autorités infranationales. Il a cité le manque de données désagrégées et un financement inadéquat, comme défis posés.

Michele Brooks, Purposeful Journey Consulting Group, a modéré la séance consacrée aux questions-réponses.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3334f.html>

**Évaluations nationales volontaires 4:** Cette séance tenue le lundi 17 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Melet.

Présentant l'ENV du **Chili**, Marcos Barraza, ministre du développement social, a déclaré que 11,7% de la population de son pays est pauvre seulement en termes de revenus, 29% des personnes souffrent d'une pauvreté à caractère multidimensionnel. Il a décrit quatre priorités retenus dans les efforts fournis par son pays pour la réalisation des ODD: le développement économique durable et inclusif; la réduction des inégalités; la lutte contre le changement climatique et à la protection de l'environnement; et le renforcement des institutions et de la démocratie.

Présentant l'ENV de la **Malaisie**, Abdul Rahman Dahlan, ministre auprès du Premier ministre, a souligné: l'adoption d'une structure de gouvernance participative multipartite; l'organisation d'un symposium national sur les ODD; la conduite d'études sur les données disponibles et les lacunes; des exercices de cartographie pour la planification du développement, impliquant les ONG et le secteur privé; et la formulation d'une feuille de route nationale pour la réalisation des ODD.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3334f.html>

**Évaluations nationales volontaires 5:** Cette séance tenue mardi 18 juillet, a été présidée par le président de l'ECOSOC, Shava.

Présentant l'ENV de la **Belgique**, Alexander De Croo, vice-premier ministre, a déclaré que le processus des ODD a abouti à la formulation dans son pays d'un cadre-stratégique national de développement, englobant un mécanisme de communication commun. Il a souligné quatre enseignements tirés du processus, à savoir, la nécessité: d'intégrer les ODD dans les cadres politiques internes et externes; la détermination de domaines d'action, tels que la protection de la qualité de l'eau et de l'air; le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre; et l'investissement dans la sensibilisation.

Présentant l'ENV du **Bénin**, Abdoulaye Bio Tchane, ministre d'État au développement et à la planification, a déclaré que son pays a identifié 49 des 169 ODD comme étant des priorités nationales, et a souligné l'importance de l'instauration d'un

environnement favorable. Il a souligné les domaines de progrès, y compris: la rédaction d'un plan d'action gouvernemental; Une enquête mondiale sur la sécurité alimentaire; et la création d'une ville "intelligente" qui permet à l'éducation, à la recherche et à l'esprit d'entreprise de s'épanouir.

Présentant l'ENV du **Pérou**, Javier Abugattás Fatule, président du conseil d'administration du Centre national de planification stratégique, a parlé de la diversité géographique, topographique et culturelle de son pays et a souligné l'importance de la comptabilisation de cette diversité au niveau local dans la mise en œuvre des ODD. Il a indiqué que le Pérou a intégré le programme de développement de l'horizon 2030 dans ses politiques et plans nationaux, mais qu'il prévoit également une vision holistique permettant d'aller au-delà de 2030.

Le commentateur principal, Gilbert Hougbo, Fonds international pour le développement agricole, a parlé des défis posés à la mesure des progrès réalisés par rapport aux indicateurs, là où les données manquent, et a souligné la nécessité de disposer de ressources pour renforcer les capacités dans le domaine des statistiques.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3335f.html>

**Évaluations nationales volontaires 6:** Cette séance tenue mardi 18 juillet, a été présidée par le président de l'ECOSOC, Shava.

Présentant l'ENV du **Guatemala**, Miguel Ángel Moir Sandoval, ministre de la planification, a décrit les efforts fournis par son pays pour la mise en place d'un processus participatif, la sensibilisation et la détermination des ODD prioritaires. Il a souligné les défis nationaux suivants: la pauvreté, avec 59,3% de la population vivant dans la pauvreté et 23% dans l'extrême pauvreté; l'insécurité alimentaire, avec 16% de la population souffrant de malnutrition; les défis liés au genre, y compris la violence à l'égard des femmes; et l'exclusion des communautés autochtones.

Présentant l'ENV du **Zimbabwe**, Obert Mpfu, ministre de la planification micro-économique et de la promotion de l'investissement, et Grasiyo Nyaguse, du même ministère, ont parlé d'efforts visant: à identifier les priorités nationales (à savoir, la réduction de la pauvreté, l'alimentation et la nutrition, le genre, la santé et l'administration publique, et la gouvernance); à intégrer les ODD dans les stratégies nationales; à renforcer la participation des parties prenantes à tous les niveaux; à établir une structure institutionnelle, y compris la détermination de correspondants au sein des principaux ministères et le suivi par le Parlement; à identifier des cibles et des indicateurs, avec l'adoption de 2015 comme année de référence; à s'entendre avec l'ONU sur un cadre pour l'aide au développement; à aligner les processus budgétaires; et à améliorer les revenus intérieurs pour la mise en œuvre des ODD.

Présentant l'ENV de l'**Italie**, Gian Luca Galletti, ministre de l'environnement, des sols et de la mer, a parlé d'un plan d'action à venir contenant des objectifs quantifiés pour 2030 et engageant les régions et les collectivités locales dans la détermination des stratégies de développement durable. Luca Maestripiéri, direction générale de la coopération au développement, a déclaré que la coopération au développement de l'Italie va au-delà des «domaines traditionnels» pour soutenir également de meilleures données, la mobilisation de ressources et la participation du secteur privé. Enrico Giovannini, fondateur de Alliance italienne pour le développement durable (ASviS), a parlé des efforts fournis par l'ASviS pour rassembler plus de 170 organisations de la société civile pour: l'élaboration d'un rapport sur l'état



d'avancement des ODD en Italie; la soumission de propositions; et l'organisation d'activités de sensibilisation à l'importance des ODD.

Soulignant que «nous n'avons pas besoin de ressources, mais d'honnêteté», le commentateur Andrés Mideros, secrétaire national chargé de la planification et du développement, Équateur, a appelé à faire face à l'évasion fiscale, tant au niveau bilatéral que celui multilatéral. Il a souligné la valeur des processus participatifs et des mécanismes de suivi des ODD et l'importance des données.

La commentatrice principale, Jessica Espey, Sustainable Development Solutions Network, a présenté cinq recommandations pour les ENV: identifier les parties prenantes nationales qui ont été consultées; exposer la façon dont les gouvernements locaux et régionaux seront engagés; Quantifier les objectifs et les seuils de réussite; introduire des objectifs nationaux pour l'investissement dans les données; et publier les documents assez à l'avance pour permettre l'émission d'observations et la prise d'engagements.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3335f.html>

**Évaluations nationales volontaires 7:** Cette séance tenue mardi 18 juillet a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Chatardová.

Présentant l'ENV de la **République tchèque**, Richard Brabec, premier vice-premier ministre, a déclaré que le processus de l'ENV a impliqué l'ensemble des parties prenantes afin de s'assurer d'une précision factuelle et d'une approbation élargie. Il a souligné les progrès accomplis dans la réalisation du programme pour l'horizon 2030, y compris une baisse du taux de chômage et du nombre de personnes menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale au sein de l'UE. Parmi les défis à relever, il a cité le changement climatique, les obstacles structurels posés à la transition vers une économie sobre en émission de carbone et la nécessité d'accroître l'APD.

Présentant l'ENV de la **Jordanie**, Imad Fakhoury, ministre de la planification et de la coopération internationale, a déclaré que son pays était en état de «siège économique» en raison de l'instabilité qui règne dans la région. Il a souligné: l'existence d'une feuille de route pour la réalisation des ODD, adoptée par toutes les parties prenantes; l'intégration des ODD et des objectifs intermédiaires dans le plan de développement exécutif triennal du pays; et l'existence de projets pilotes dans deux districts pour éclairer la planification infranationale.

Présentant l'ENV de la **Thaïlande**, Don Pramudwinai, ministre des affaires étrangères, Thapana Sirivadhanabhakdi, Thai Beverage Public Company et le délégué des jeunes, Potcharapol Prommatat, ont souligné: l'importance de la l'adaptation des ODD au niveau local; l'intégration de la philosophie de l'économie de suffisance du pays et des ODD dans les stratégies et les budgets nationaux de développement; la réalisation de progrès dans l'ODD 4; l'établissement de partenariats avec le secteur privé; et l'importance d'une bonne éducation pour tous.

Présentant l'ENV de l'**Argentine**, Gabriela Agosto, Conseil national de coordination des politiques sociales, avec Mabel Bianco, Fondation pour les études et investigations de la promotion de la femme, et Andrea Avila, Randstad, ont décrit deux étapes accomplies dans le travail qui a précédé le suivi des ODD: hiérarchisation interne des ODD; et des efforts interinstitutionnels pour sélectionner les objectifs et les indicateurs. Ils ont parlé de l'engagement de 10 provinces et de la ville de Buenos Aires à mettre en œuvre les ODD et ont indiqué que leur pays espère recevoir de 14 provinces sur les 23 que compte le pays, des données spécifiques sur les réalisations accomplies dans la mise en œuvre.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3335f.html>

**Évaluations nationales volontaires 8:** Cette séance tenue le mardi 18 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Schulz.

Présentant l'ENV de la **Biélorussie**, Marianna Shchetkina, Conseil de la République auprès de l'Assemblée nationale, a parlé de plusieurs mécanismes institutionnels et politiques dont, notamment: une stratégie nationale pour le développement durable; Un programme de développement socio-économique; et des programmes sectoriels et régionaux. Elle a parlé également de progrès réalisés dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de la sécurité alimentaire, de l'emploi décent et de l'autonomisation des femmes.

Présentant l'ENV du **Portugal**, Teresa Ribeiro, secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération, a souligné: les orientations intra-gouvernementales adoptées en 2016 relatives au programme de l'horizon 2030; le rôle crucial de l'Institut national des statistiques du Portugal et celui de l'Agence pour le développement et la cohésion; l'existence d'un processus de consultation publique mené par la société civile; et le soutien accordé à l'adaptation du système de développement de l'ONU pour assurer le suivi et l'amélioration de l'efficacité du programme de l'horizon 2030. Mário Parra da Silva, Réseau du Pacte mondial de l'ONU - Portugal, a présenté l'Alliance pour les ODD au Portugal, une plate-forme multipartite qui vise à intégrer les ODD et les objectifs intermédiaires "dans le monde réel".

Présentant l'ENV de l'**Uruguay**, Álvaro García, ministre du budget et de la planification, a parlé: de l'accent particulier placé sur la croissance et l'équité; le bon accès aux services de santé; le faible niveau de corruption; et de solides systèmes de protection sociale, dans son pays. Il a décrit des efforts fournis pour: lutter contre la pauvreté chez les enfants; accroître la part de marché des produits agricoles à travers une amélioration des mesures phytosanitaires; réduire les taux de suicide dans le groupe d'âge de 20 à 25 ans; adopter un projet de loi visant à réduire la violence sexiste; combler les écarts en matière d'infrastructure; et augmenter les dépenses pour la promotion des STI.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3335f.html>

**Évaluations nationales volontaires 9:** Cette séance tenue le mardi 18 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Schulz.

Présentant l'ENV de la **Suède**, Ardalan Shekarabi, ministre de l'administration publique, Carola Lemne, Confédération de l'entreprise suédoise, Katrin Stjernfeldt Jammeh, Maire de Malmö, et Björn Fondén, délégué de la jeunesse suédoise auprès des Nations Unies, ont souligné: des progrès réalisés dans 49 indicateurs relatifs, entre autres, à l'éducation, à la santé et à l'infrastructure; la paix et la démocratie comme conditions préalables au progrès; les efforts menés à l'échelon communal pour mettre en œuvre les ODD; le secteur privé comme porteur de solutions; et la nécessité pour les jeunes d'avoir des ressources et un espace dans les processus décisionnels.

Présentant l'ENV du **Nigeria**, Adejoke Orelope-Adefulire, conseiller principal auprès de la présidence de la république, chargé des ODD, Priscilla Achakpa, Groupe de la stratégie de la société civile, et Mories Atoki, Groupe consultatif du secteur privé, ont déclaré que les progrès de leur pays dans les ODD ont été freinés par: la crise économique provoquée par la baisse des prix du pétrole; la crise humanitaire qui sévit dans le nord-est; et le militantisme poursuivi dans le delta du Niger. Ils ont évoqué des progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de 2030, y compris des travaux en cours pour l'évaluation des besoins pour

la réalisation des ODD; et des efforts visant à établir une base de référence pour le suivi des accomplissements au niveau national et celui infranational.

Présentant l'ENV du **Panama**, Maria Luisa Navarro, vice-ministre des affaires multilatérales et de la coopération, a mentionné une réduction soutenue des niveaux de pauvreté et des taux de malnutrition et de faim, signalant toutefois que les inégalités persistantes nécessitent des interventions ciblées dans les domaines prioritaires. Elle a évoqué les prochaines étapes prévues pour la mise en œuvre du programme de l'horizon 2030, qui englobent notamment: le comblement des lacunes institutionnelles et la mise en place de politiques fondées sur les droits de l'homme; la consolidation de l'approche multidimensionnelle; et le renforcement du système statistique national et de la participation des organisations non gouvernementales et du secteur privé.

Le commentateur principal László Borbély, conseiller d'État, Roumanie, a posé des questions: au Nigéria, sur le cadre global des indicateurs; au Panama, sur les défis liés à la promotion des synergies dans la mise en œuvre de ODD, à la fois au niveau des politiques et au niveau du financement; et à la Suède, sur les recommandations concernant la cartographie et la mise en œuvre des ODD.

Dans ses réflexions sur les facteurs de réussite des ENV, Claire Melamed, partenaire principal pour le développement durable, a souligné l'importance d'avoir: des cadres institutionnels solides au niveau national le plus élevé, ainsi qu'au niveau local; de grandes politiques sociales qui soutiennent des franges de population, ainsi que des politiques sociales ciblant des personnes; des politiques économiques efficaces qui réduisent les inégalités; et des connaissances et des données.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3335f.html>

**Évaluations nationales volontaires 10:** Cette session tenue le mercredi 19 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Melet.

Présentant l'ENV de l'**Éthiopie**, Yinager Dessie Belay, ministre de la commission nationale de la planification, a déclaré que la croissance économique rapide a entraîné une réduction du taux de pauvreté de 44% en 2000 à 22% en 2015. Il a souligné les progrès accomplis dans la réalisation des ODD, y compris: des mesures intégrées pour la construction d'une infrastructure de qualité; des investissements dans les énergies renouvelables; une promotion continue du développement industriel; des projets de conservation des sols; et une législation assurant l'accès des femmes rurales à la terre.

Répondant à des questions posées par la Norvège, l'Inde, le Danemark, le Soudan, la Colombie, le groupe partie prenante des gens âgés et des personnes handicapées, Dessie a déclaré que la société civile a contribué à un processus de consultation mené aux niveaux local, régional et national, et que l'Agence normative éthiopienne a fourni des données désagrégées en temps opportun.

Présentant l'ENV du **Honduras**, Jorge Ramón Hernández Alcerro, ministre coordonnateur auprès de la république, a défini les critères d'inclusion de chaque ODD dans le plan national: l'objectif doit être pertinent pour le Honduras et doit avoir des liens avec le système de planification du pays; et le pays doit disposer de ressources suffisantes pour la mettre en œuvre. Soulignant les progrès réalisés dans l'ODD 2 et l'ODD 6 (eau salubre et assainissement), il a déclaré que l'adoption de l'IPM est venue compléter les évaluations fondées sur le revenu.

En réponse à des questions posées par le groupe d'intervenants sur l'éducation et les universités et la Colombie, Alcerro a mentionné: l'approbation d'un nouveau code fiscal et la création

d'une institution pour la perception des impôts; l'adoption du troisième plan de partenariat pour l'open gov au Honduras; et la récente soumission du seuil de référence de l'IPM de 2013.

Présentant l'ENV de l'**Inde**, Arvind Panagariya, institution nationale pour la transformation de l'Inde (NITI) Aayog, a déclaré que les programmes nationaux existants sont alignés sur les Objectifs, notamment ceux qui fournissent: des céréales subventionnées à 800 millions de personnes; la couverture sanitaire aux ménages pauvres; les prestations de maternité; l'inclusion financière; une infrastructure améliorée; et des incitations à l'innovation. Qualifiant la croissance rapide de l'Inde d'instrument clé permettant l'éradication de la pauvreté, il a décrit les efforts visant à y impliquer les parties prenantes et à identifier les indicateurs nécessaires à la mesure des résultats.

En réponse à des questions posées par le Guatemala, l'Éthiopie et la Biélorussie, Panagariya, avec d'autres membres de sa délégation, a déclaré que l'Inde a réduit les subventions aux combustibles fossiles, mais qu'elle est confrontée à des défis posés à leur suppression totale; que les gouvernements infranationaux participent activement à la mise en œuvre des ODD; et que des consultations ont été menées avec les organismes locaux et les États pour la détermination des indicateurs nécessaires au suivi des progrès réalisés dans la concrétisation des ODD.

Présentant l'ENV des **Maldives**, Abdullahi Majeed, ministre d'État à l'environnement et à l'énergie, a parlé d'engagements pris en faveur de l'intégration du développement durable et a souligné: la formation d'un comité technique pour la mise en œuvre des ODD; l'élaboration d'un cadre de suivi, qui nécessite un soutien financier et technique supplémentaire; et le besoin d'efforts supplémentaires dans les domaines de la bonne gouvernance, de la justice et de la lutte contre la disparité économique, pour consolider les acquis.

Répondant à des questions soulevées par Singapour, Belize, les Comores, la Norvège et la Communauté scientifique et technologique, Majeed et son équipe ont souligné, entre autres, l'importance du capital humain et les efforts continus pour la hiérarchisation des ODD, utilisant un processus consultatif.

**Évaluations nationales volontaires 11:** Cette session tenue le mercredi 19 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Munir.

Présentant l'ENV de l'**Azerbaïdjan**, Ali Ahmadov, vice-premier ministre, a décrit la transformation de son pays dans sa transition du communisme vers la démocratie, de la misère vers la richesse et d'une infrastructure obsolète à une infrastructure moderne. Il a mis en exergue les stratégies étatiques en cours d'exécution ou à mettre en place prochainement pour: l'éducation des femmes; la création d'emplois; et l'amélioration de la santé maternelle et infantile. Parmi les principaux défis à relever pour le développement de la région, il a cité «l'instauration de la sécurité, de la stabilité et de la cohésion sociale».

À des questions posées par la **Biélorussie**, l'Arménie, le Groupe social des Enfants et des Jeunes et le Tadjikistan, Ahmadov a répondu que le conflit dans la région contestée du Haut-Karabakh représente le plus grand obstacle au développement de son pays et que son pays reste un acteur responsable par rapport aux problèmes mondiaux.

Présentant l'ENV de l'**Afghanistan**, Abdul Sattar Murad, ministre de l'économie, a parlé d'un processus en cours de hiérarchisation, alignement et adaptation des ODD au plan local, signalant que 109 indicateurs ont été répartis sur huit secteurs économiques et sociaux. Parmi les défis posés, il a cité le manque de capacités professionnelles et techniques, de financement et de la technologie; et les conflits et l'insécurité. Nahid Farid, parlementaire, a appelé à l'égalité des sexes et à la paix. Zahra

Nadiri, conseillère principale du président sur les affaires de l'ONU, a parlé de la lutte que l'Afghanistan mène contre le terrorisme "au nom de l'humanité et des valeurs de l'ONU".

Répondant au groupe des parties prenantes bénévoles, Murad et sa délégation ont mentionné le programme d'autonomisation des femmes mis en place en Afghanistan et ont signalé une augmentation significative du nombre des filles qui vont à l'école.

Présentant l'ENV du **Belize**, Omar Figueroa, ministre d'État au ministère de l'agriculture, des pêches, des forêts, de l'environnement, du développement durable et de la lutte contre le changement climatique, a décrit le processus de priorisation de son pays dans le cadre de son programme pour l'horizon 2030. Il a mis en exergue: les interventions et les contraintes dans le domaine de la lutte contre la pauvreté; la détermination d'étendre le régime national d'assurance maladie du Belize, d'une couverture de 35% à une couverture complète; la politique nationale dans le domaine de l'égalité des sexes; et des programmes novateurs dans la gestion des écosystèmes marins.

Répondant à des questions posées par la Jamaïque, les Maldives, Singapour et le groupe des parties prenantes bénévoles, Figueroa et sa délégation ont parlé d'efforts visant à assurer un processus consultatif national pour l'élaboration du cadre de suivi et d'évaluation, et ont souligné l'importance de créer des synergies intra-gouvernementales pour s'assurer d'une utilisation efficace des finances.

Présentant l'ENV du **Danemark**, Kristian Jensen, ministre des finances, a parlé d'un plan d'action qui identifie la prospérité, l'être humain, la planète et la paix comme priorités et les partenariats comme principe transversal. Il a souligné la nécessité de mesures supplémentaire en faveur de modes durables de consommation et de production et de l'intégration des groupes marginalisés. Ida Klockmann, Danish Family Planning Association danoise du planning familial, a appelé à une analyse des lacunes relatives à tous les ODD et objectifs intermédiaires, et à l'intégration des droits humains. Répondant à des questions posées par l'Indonésie, la Jamaïque, l'Estonie, les ONG et l'Éthiopie, Jensen et son équipe ont souligné la nécessité de: forums multipartites; de disponibilité des données; de mesures spécifiques pour la promotion de la mobilité sociale; et de processus d'apprentissage et d'évaluation.

**Évaluations nationales volontaires 12:** Cette session tenue le mercredi 19 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Munir.

Présentant l'ENV du **Togo**, le Premier ministre, Komi Sélom Klassou a déclaré que les cibles des ODD sont priorisées de manière à être aligner sur les objectifs nationaux, sur la Vision économique 2020 de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et sur le programme pour l'horizon 2063. Il a parlé des plans de son pays pour: l'établissement de pôles agricoles visant à consolider l'autosuffisance et l'amélioration de l'équilibre commercial agricole; son évolution vers un centre logistique pour l'ensemble de la sous-région; et la formulation d'une stratégie pour la croissance de l'économie bleue.

Présentant l'ENV de **Chypre**, Nikos Kuyalis, ministre de l'agriculture, a souligné qu'en dépit de sa crise économique sans précédent, son pays reste "en bonne voie" vers la réalisation des ODD. Il a souligné l'introduction d'un système national de soins de santé qui améliorera l'utilisation des ressources et la qualité des soins et qui réduira les inégalités. Sotiris Themistokleous, Centre pour l'avancement de la recherche et du développement en technologie de l'éducation, a souligné que la responsabilité sociale des entreprises peut être, pour le secteur privé, un moyen de s'engager dans la réalisation des ODD à Chypre.

Le commentateur principal, Risto Artjoki, secrétaire d'État, ministre des finances, Finlande, a qualifié les ENV d'outils clés pour l'engagement des parties prenantes, soulignant l'importance de la participation des jeunes, des femmes, de la communauté scientifique et des parlementaires en particulier. Il a demandé au Togo des réformes administratives jugées nécessaires à la mise en œuvre du programme pour l'horizon 2030 et a encouragé la poursuite des réformes structurelles à Chypre.

La commentatrice Emele Duituturaga, Association des organisations non gouvernementales des îles du Pacifique, a déclaré que ne laisser personne pour compte revient essentiellement à garantir à tous «un espace, une voix et des ressources». Tout en se félicitant des efforts fournis par le Togo et Chypre pour l'engagement des parties prenantes, elle a mis en garde que les groupes marginalisés n'ont sans doute pas été tous atteints. Elle a demandé que les directives de l'ECOSOC concernant la participation des citoyens s'inspirent des contributions des GGSAPP et des rapports tapageurs des ONG publiés sur le site Web de l'ONU.

Répondant à des questions soulevées par le Maroc et les Volontaires, le Premier ministre Klassou a souligné l'importance: de rendre les résultats visibles; de s'attaquer aux barrières culturelles; de promouvoir l'égalité entre les sexes; et du rôle crucial de l'infrastructure.

En réponse à des questions posées par le groupe des parties prenantes bénévoles, le Danemark, l'Indonésie, la Slovaquie et le Maroc, Kuyalis et son équipe ont décrit des efforts visant: à accroître la participation des femmes à la vie publique; à promouvoir une aquaculture marine respectueuse de l'environnement; à soutenir les PME; à rendre les résultats visibles; à s'attaquer aux obstacles culturels posés à l'égalité des sexes; et à répondre aux besoins en matière d'infrastructure.

**Évaluations nationales volontaires 13:** Cette session tenue le mercredi 19 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Munir.

Présentant l'ENV du **Botswana**, Slumber Tsogwane, ministre des collectivités locales et du développement rural, a décrit les trois principes directeurs qui ont présidé à l'élaboration de la feuille de route nationale de son pays: la coordination, la mise en œuvre et l'exploitation des données. Évoquant le programme national d'élimination de la pauvreté, il a indiqué que l'accent y était placé sur la frange la plus démunie de la population, soit 6,4% des personnes vivant avec moins de US \$ 1,25 par jour, Tsogwane a également souligné que l'établissement de liens entre l'élimination de la pauvreté et d'autres buts et objectifs, tels que ceux relatifs à la santé et à la nutrition, est nécessaires pour faciliter la trajectoire de développement de son pays.

En réponse à une question posée par les syndicats des travailleurs, Tsogwane a précisé que le comité directeur national de son pays comprend les syndicats.

Présentant l'ENV du **Qatar**, Saleh bin Mohammed Al-Nabit, ministre de la planification et des statistiques du développement, a parlé de la Vision nationale 2030 du Qatar, adoptée en 2008, qui repose sur les quatre piliers du développement humain, social, économique et environnemental. Il a signalé moins de 1% de chômage chez les jeunes, des niveaux élevés d'accès à Internet et un accent placé, par le gouvernement, sur l'éducation de qualité.

Répondant à des questions posées par les Enfants et les Personnes Handicapées, le Qatar a souligné: que 20% des recettes sont destinées au secteur de l'éducation; qu'un «engagement inébranlable» est pris en faveur des ODD 5 et 7 (énergie propre et abordable); Et qu'il existe un ministère traitant des questions liées aux personnes handicapées.



Présentant l'ENV de la **Slovénie**, Alenka Smerkolj, ministre du développement, des projets stratégiques et de la cohésion; Kamal Izidor Shaker, député; Et Albin Keuc, Sloga Platform, ont mis en exergue: Une décision de plutôt intégrer les ODD dans le nouveau cadre de développement du pays que de concevoir un processus parallèle distinct; l'inclusion du droit humain à l'eau dans la Constitution; et le besoin d'une cohérence politique et de l'autonomisation de la société civile.

En réponse à des questions posées par la République tchèque, les Émirats arabes unis et le Groupe d'intervenants sur le vieillissement, la Slovaquie a mis en exergue: l'accent mis sur l'autonomisation des femmes et le bien-être des enfants dans le cadre de l'aide au développement; et un processus consultatif pour l'élaboration de la stratégie de développement de la Slovaquie. Sabina Carli, déléguée de la jeunesse de l'ONU en Slovaquie, a souligné l'importance de s'assurer de l'ouverture des portes gouvernementales dans le processus de mise en œuvre des ODD, et a exhorté les citoyens à «aller y frapper aussi fort que possible» s'ils sont fermés.

Présentant l'ENV du **Tadjikistan**, Nematullo Hikmatullozoda, ministre du développement économique et du commerce, a souligné l'importance des synergies entre le programme de développement 2030 et les plans nationaux, y compris la Stratégie nationale de développement pour l'horizon 2030 et le Plan de développement à moyen terme pour l'horizon 2020. Il a mis en relief le besoin d'investissements financiers plus importants, pour la garantie d'une eau propre et sûre, et a appelé à des partenariats internationaux.

Répondant à des questions soulevées par le Pakistan, la Fédération de Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Biélorussie, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et l'Afghanistan, Hikmatullozoda a souligné le rôle de la coordination interministérielle dans la réalisation des ODD; et le soutien de son pays à l'inclusion et une large participation à la mise en œuvre des ODD.

Présentant l'ENV du Salvador, Jaime Miranda, vice-ministre de la coopération au développement, a déclaré que le gouvernement a priorisé neuf Objectifs et 117 cibles. Parmi les éléments clés nécessaires à la réalisation de progrès dans la mise en œuvre du Programme 2030, il a cité: un leadership politique au plus haut niveau; l'établissement d'un programme national de développement durable; la coordination technique entre les intervenants dans la mise en œuvre; et l'alignement sur les priorités nationales en matière de développement. Miranda a souligné que l'adaptation du programme 2030 à la situation nationale est un «moyen, et non une fin en soi».

Répondant à des questions posées par la Belgique et des ONG, Miranda a souligné que l'inclusion est un principe fondamental dans le plan éducationnel quinquennal de son pays.

**LE DÉBAT GÉNÉRAL:** Au cours du débat général, 91 ministres et autres représentants de haut niveau des États membres, y compris un Premier ministre, se sont succédés durant les trois jours qu'a duré le segment ministériel pour donner leurs déclarations. Les déclarations peuvent être consultées à l'adresse: <http://bit.ly/2tiDPZk>

**Présentation du rapport du Secrétaire général sur le thème général de l'édition 2017 de la Session du Conseil:** Cette séance, tenue le lundi 17 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Chatardová.

Le Secrétaire général adjoint, Wu, a mis en exergue les conclusions des deux Rapports du Secrétaire général de l'ONU: «Éradiquer la pauvreté dans toutes ses formes et dimensions, à travers la promotion du développement durable, l'élargissement des opportunités et le traitement des défis connexes» (E/2017/64),

qui décrit les défis systémiques à relever et les mesures politiques à prendre pour l'élimination de la pauvreté; et «Aller au-delà du produit intérieur brut: la pauvreté multidimensionnelle et les objectifs de développement durable» (E/2017/69), qui donne un aperçu des approches nationales dans sa lutte contre la pauvreté multidimensionnelle. Il a également mis en relief l'étude économique et sociale mondiale de 2017 (E/2017/50), soulignant que la situation économique mondiale restait encore un défi à relever pour la réalisation du Programme 2030.

José Antonio Ocampo, président du Comité de la politique de développement (CPD), a parlé des conclusions de l'édition 2017 du Rapport du CDP (E/2017/33) et a déclaré que le Comité appréhende la réduction de la pauvreté sous l'angle du renforcement des capacités productives dans les pays sortis ou qui sont en train de sortir du statut de PMA.

Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à l'adresse: <http://enb.iisd.org/vol33/enb3334f.html>

### **PLÉNIÈRE DE CLÔTURE**

La séance plénière de clôture du FPHN a débuté à 17h30 et a été présidée par le président de l'ECOSOC, Shava.

Exprimant sa gratitude à Jan Kickert, Représentant permanent de l'Autriche auprès de l'ONU, et à Courtenay Rattray, Représentant permanent de la Jamaïque auprès de l'ONU, pour leurs travail sur le projet de Déclaration ministérielle, Shava a invité les États Membres à examiner le projet. Encourageant le travail dans un esprit de consensus, il a souligné que la déclaration n'entamait en rien la primauté du Programme 2030.

Shava a ensuite fait état d'une demande d'Israël de procéder à un vote sur le paragraphe 4 (portant sur l'instauration de sociétés pacifiques, justes et inclusives et qui se réfère à l'élimination des obstacles posés à la pleine réalisation du droit à l'autodétermination des peuples vivant sous occupation coloniale et étrangère) du projet de déclaration.

Israël a déclaré que son pays a demandé le vote parce que la déclaration devrait se concentrer sur des messages unificateurs et réalisables, et que le FPHN ne devrait pas devenir un autre «champ de bataille».

Après que 104 États membres aient voté pour, huit, contre, et 48 abstentions, le paragraphe a été maintenu.

Shava devait ensuite signaler qu'un vote sur le paragraphe 21 (portant sur MMCE, y compris la promotion d'un système commercial universel fondé sur des règles, multilatéral) a été demandé par les États-Unis.

Après que 112 États membres aient voté pour, un, contre, et 46 abstentions, le paragraphe a été maintenu.

Expliquant le vote de son pays en faveur du paragraphe, le Mexique a souligné que ce dernier contient des principes fondamentaux à respecter dans le commerce international. Il a appelé les futures sessions du FPHN à adopter des déclarations courtes et utiles qui augmentent l'ambition.

Faisant état de l'abstention de son pays, le Canada, en liaison avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, a déclaré que la libéralisation du commerce est essentielle et que le paragraphe ne reconnaît pas le rôle de la mobilisation des ressources intérieures et l'innovation par le secteur privé. Le Japon a justifié l'abstention de son pays par le fait que le paragraphe n'est pas équilibré et par trop axé sur les modèles financiers.

Shava a ensuite invité les États Membres à adopter la Déclaration ministérielle, telle que modifiée oralement (E/HLPF/2017/L.2). La Déclaration a été adoptée sans objection.

Au cours des déclarations qui ont suivi, l'Équateur, pour le Groupe des 77 et la Chine (G-77/Chine), a regretté que la Déclaration ministérielle ne comprenne pas: une reconnaissance

que la responsabilité du développement économique et social d'un État relevait de l'État lui-même; La nécessité d'un environnement international favorable, y compris un système commercial propice; une référence à l'engagement de 0,7% du revenu national brut pour l'aide publique au développement (APD/RNB), dont 0,2% destinés aux PMA; une référence aux actions concrètes nécessaires à la mise en place d'un vaste processus de consultation; une section consacrée au suivi et évaluation, axée sur l'action; et une reconnaissance que les évolutions mondiales actuelles rendent impossible l'élimination de la pauvreté d'ici 2030.

L'Estonie, au nom de l'Union européenne, a regretté que le texte ne mentionne pas les causes profondes de la migration, malgré l'existence de liens évidents entre migration et développement durable. Le délégué s'est opposé à la sélection de certains objectifs et pas d'autres, pour un examen approfondi, et a souligné que les objectifs intermédiaires 5,3 (éliminer toutes les pratiques nuisibles, comme le mariage des enfants, le mariage précoce et le mariage forcé ainsi que les mutilations génitales féminines); 5.6 (accès universel à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de procréation, conformément au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et au développement et au Programme d'action de Pékin et aux documents issus de leurs conférences évaluatives); et 5A (entreprise de réformes pour donner aux femmes des droits égaux d'accès aux ressources économiques, ainsi qu'à la propriété et au contrôle de la terre et autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, conformément aux législations nationales), font partie intégrante du développement global et de la réalisation des Objectifs.

La Barbade, pour la Communauté des Caraïbes, apportant son appui au G-77/Chine, a déclaré que la Déclaration n'est pas parfaite, mais qu'elle reflète le consensus réalisé après des semaines de consultations. Le délégué a souligné l'importance du FPHN pour les petits États insulaires en développement, affirmant qu'il constitue, pour les PEID, l'unique opportunité d'examiner la mise en œuvre du Programme 2030 et de la voie SAMOA.

L'Australie, parlant également pour l'Albanie, Andorre, l'Islande, Monaco et la Nouvelle-Zélande, a déclaré que la formulation consacrée à l'ODD 5 dans la Déclaration ministérielle s'écartait des engagements pris dans le cadre du Programme 2030 et omettait plusieurs éléments clés. La représentante a souligné que l'adhésion à un consensus sur la Déclaration ne doit pas signifier l'acceptation d'un affaiblissement des engagements pris en faveur de l'Objectif.

Le délégué du Canada, exprimant également sa préoccupation quant à l'omission d'un certain nombre d'éléments clés relatifs à l'ODD 5 et ses objectifs intermédiaires, a souligné que son pays s'est joint au consensus, étant entendu que la Déclaration n'entame en rien la primauté du Programme 2030.

Les États-Unis ont souligné que la Déclaration n'est pas contraignante en vertu du droit international. Expliquant les votes de son pays, la représentante a déclaré que les États-Unis ont soutenu Israël pour la suppression du paragraphe 4 et a regretté la tentative de certains États de politiser le développement durable. S'agissant du paragraphe 21, elle a indiqué que les États-Unis ne considèrent pas l'ONU comme étant l'instance appropriée pour opiner sur l'Organisation mondiale du commerce, qui est un organisme indépendant. Précisant que les politiques américaines sont actuellement en cours de réexamen, elle a déclaré que son pays ne pouvait pas affirmer son appui à tous les tenants et aboutissants du Programme 2030. Elle a également fait état de l'indication du président des États-Unis selon laquelle les États-Unis se retireraient de l'Accord de Paris, précisant que, même si

le soutien restait possible selon de nouveaux termes à l'avenir, les États-Unis cessent la mise en œuvre de leur contribution, à l'échelle nationale, à l'Accord. Elle a également exprimé sa déception que la traite d'êtres humains ne soit pas mentionnée dans la Déclaration.

La Suisse a expliqué l'abstention de son pays en disant qu'elle était fondée sur une désapprobation générale de la procédure de vote dans ce Forum, car il dilue le signal politique fort dont le FPHN a besoin.

Le Maroc a regretté que la Déclaration n'ait pas inclus une formulation sur la nécessité de respecter l'intégrité territoriale des États.

La Fédération de Russie a déploré les efforts visant à réinterpréter le caractère intégré des ODD, et a mis en garde que des votes répétés risquaient d'avoir un impact négatif sur le forum en tant que principale plate-forme sur le développement durable.

Le Venezuela a souligné le droit souverain de gérer les ressources naturelles et s'est opposé à toute mesure commerciale coercitive unilatérale.

La France a souligné tous les droits devraient être appréciés par tous et pas seulement par quelques-uns.

Le Royaume-Uni a fait part de sa déception face à la formulation retenue pour la question du genre, et a indiqué que la Déclaration ministérielle ne devait pas constituer un moyen de renégocier des accords de haut niveau par la porte arrière.

Le délégué des Maldives, parlant pour l'Alliance des petits États insulaires, a souligné l'importance d'une approche universelle pour relever les défis communs et a mis en relief la centralité du FPHN pour la voie SAMOA.

Se référant à une lettre présentée par son pays au président de l'ECOSOC sur l'Azerbaïdjan, l'Arménie a déploré la «distorsion des faits» et la «propagande» dans l'ENV d'un certain pays.

L'Iran a déclaré que le suivi des objectifs de développement dans son pays sera accompli conformément aux législations, priorités de développement et valeurs culturelles du pays.

Le Saint-Siège a déclaré que son pays ne considère pas l'avortement, ni l'accès à l'avortement, comme étant des éléments des services de soins sexuels.

Le Viet Nam a exprimé sa préoccupation au sujet de la formulation retenue pour le paragraphe 8 (changement climatique), précisant qu'elle évoquait des concepts qui n'ont pas été entièrement clarifiés.

La Norvège a regretté que le texte ne contienne pas une formulation plus explicite sur l'importance de l'égalité des sexes et que le paragraphe 21 ne rende pas compte de «l'équilibre délicat» atteint dans le PAAA.

Israël s'est dissocié du paragraphe 4.

Le Nigéria a regretté la formulation «faible et déséquilibrée» retenue contre les flux financiers illicites et a appelé à une plus grande diligence et une meilleure coopération, pour prévenir, détecter et dissuader le transfert international des produits de la criminalité.

Dans sa déclaration de clôture, le Secrétaire général adjoint, Wu, a souligné que le FPHN remplissait son rôle de plate-forme mondiale centrale pour le suivi et l'évaluation de la réalisation des ODD, tout en offrant un espace pour l'échange d'expériences, l'apprentissage par les pairs et les enseignements tirés. Il a affirmé que son succès démontre que le multilatéralisme est très vivant, et que l'ONU est toujours pertinente.

Signalant que la Déclaration ministérielle fournissait des conseils politiques, Shava a souligné que le programme 2030 vise à promouvoir une mondialisation équitable. Il a déclaré que les 43 ENV présentés au Forum ont fait montre d'une volonté

politique pour des processus décisionnels fondés sur des données scientifiques probantes visant à mettre en œuvre le Programme 2030 au niveau national.

Il a clôturé la réunion à 19 h 49.

**RÉSULTAT FINAL:** Soulignant la centralité du FPHN dans la supervision du suivi et de l'évaluation au niveau mondial, la Déclaration ministérielle sur les thèmes de «l'éradication de la pauvreté et promotion de la prospérité dans un monde en mutation» et de «l'élimination de la pauvreté dans toutes ses formes et dimensions, la promotion du développement durable, l'élargissement des opportunités et la relève des défis connexes», entre autres:

- réitère l'engagement à mettre fin à la pauvreté, à promouvoir une croissance économique soutenue et durable, à favoriser l'instauration de sociétés pacifiques, justes et inclusives garantissant l'accès à la justice et le respect des droits humains, et à promouvoir l'égalité totale des sexes, à travers la levée de tous les obstacles juridiques, sociaux et économiques qui l'entrave;
- souligne la nécessité d'investir dans les jeunes en s'attaquant aux privations multidimensionnelles, appelle les parties à l'Accord de Paris et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à concrétiser leurs engagements et appelle à promouvoir l'inclusion et le pluralisme dans les villes;
- souligne l'importance de la cohérence politiques et de l'instauration d'environnements propices à l'actualisation de synergies entre les objectifs et les indicateurs; et
- reconnaît les défis spécifiques et les défis communs auxquels sont confrontés les PMA, les pays en développement sans littoral et les PEID, tout en faisant état des graves défis posés dans nombreux PRI.

Sur le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis vers la réalisation des ODD, les États Membres reconnaissent que ces progrès sont insuffisants et inégaux pour nombre d'Objectifs et que des efforts supplémentaires, par tous, sont nécessaires.

Après avoir examiné les ODD 1, 2, 3, 5, 9, 14 et 17 cette année, les États membres reconnaissent la nécessité de tirer parti des synergies et des co-avantages, tout en minimisant le recours à des compromis et le stress:

- la nécessité d'une approche multidimensionnelle dans les efforts visant à éradiquer la pauvreté;
- la pauvreté comme étant la principale cause de la faim et la nécessité de systèmes alimentaires durables et résilients;
- l'importance d'investir dans la santé et de créer des systèmes de santé résilients, y compris la préparation à une réactivité efficace aux épidémies;
- la nécessité de traiter la lenteur des progrès dans la représentation des femmes aux postes de leadership et de gestion et de mettre en œuvre les divers ODD de manière à produire des résultats probants pour les femmes et les filles;
- la nécessité de s'assurer de l'accès des populations qui n'ont pas accès à l'électricité, à l'eau potable, à l'assainissement et à l'Internet, et du rôle que l'industrialisation durable peut jouer dans la transformation structurelle des économies; et
- les effets néfastes du changement climatique sur les océans, et le soulignement des engagements exprimés dans les résultats de la Conférence océanienne de l'ONU.

Évoquant l'environnement mondial «difficile» et son impact sur les efforts nationaux pour la mise en œuvre du programme 2030, les États membres appellent à un engagement renforcé en matière de partenariat et de coopération, assorti de politiques cohérentes et un environnement favorable à tous les niveaux, par tous les acteurs.

La Déclaration ministérielle:

- félicite les pays qui ont mené des ENV, demande instamment, à tous, d'utiliser les enseignements tirés du processus d'évaluation pour améliorer la mise en œuvre, et invite l'ensemble des États Membres à envisager la présentation de leurs ENV en 2018;
- se félicite de l'adoption du cadre d'indicateurs mondiaux, souligne la nécessité de la collecte, analyse, diffusion et utilisation des coordonnées de données de haute qualité, qui soient accessibles, opportunes, fiables et ventilées par revenu, sexe, âge, race, origine ethnique, statut migratoire, situation géographique et autres caractéristiques; et souligne le besoin d'un renforcement des capacités; et
- reconnaît le rôle de l'ONU dans le soutien aux efforts déployés par les pays dans la mise en œuvre du programme de 2030 et attend avec impatience les options et les propositions du Secrétaire général visant à rendre l'ONU plus à même de livrer.

## BRÈVE ANALYSE DU FPHN DE 2017

*Comme dans la légende du Phénix*

*Tout finit par le début*

- Daft Punk

Depuis l'adoption du Programme 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable, en septembre 2015, le Forum politique de haut niveau sur le développement durable est devenu la plateforme intergouvernementale centrale du suivi et de l'évaluation de la nouvelle feuille de route mondiale ambitieuse et universelle visant à mettre fin à la pauvreté, à protéger la planète et à veiller à ce que tous les êtres humains adhèrent à la paix et accèdent à la prospérité. Le FPHN a été créé en 2012 pour remplacer la Commission des Nations Unies sur le développement durable (CDD), dont des déficits systémiques sur les fronts du suivi de la mise en œuvre du développement durable, de l'intégration des trois dimensions du développement durable et de la riposte aux problèmes émergents ont contribué à la rendre incapable de traiter efficacement les défis du développement durable du XXI<sup>e</sup> siècle. Dans les contextes de la pauvreté extrême et des «inégalités stupéfiantes», d'une instabilité mondiale croissante et d'une planète qui se réchauffe dangereusement, beaucoup, au FPHN de 2017, se sont demandé si le Forum allait être à même de s'attaquer de front aux défis considérables posés aujourd'hui au développement durable ? Pour reprendre les mots du duo de la musique électronique française, Daft Punk, le «FPHN à cinq» est-il «plus ardu, meilleur, plus rapide, plus fort» que son prédécesseur ?

Cette brève analyse envisage cette question à travers trois dimensions: considération de la mesure dans laquelle le FPHN de 2017 a réussi: à présenter un suivi et une évaluation robustes des ODD; à la catalyse de la mise en œuvre nationale; et fournir le leadership et les orientations politiques nécessaires à la stimulation de la dynamique du développement durable. Elle se termine par un examen du point de savoir si le Forum est en train d'avancer dans la bonne direction ou s'il est en train de répéter les erreurs de son prédécesseur.

## LE SUIVI ET L'ÉVALUATION

*Le travailler plus durement, l'améliorer,  
le faire plus rapidement, nous rend plus forts*  
- Daft Punk

Cette année, le FPHN s'est, pour la première fois, concentré sur l'examen de la mise en œuvre d'un sous-ensemble de six objectifs: l'ODD 1 (pas de pauvreté); 2 (zéro faim); 3 (bonne santé et bien-être); 5 (égalité des sexes); 9 (industrie, innovation



et infrastructure); et 14 (vie subaquatique). Un septième, l'ODD 17 (partenariats pour les objectifs), est examiné tous les ans. Le FPHN a abordé ces ODD de portée étendue et complexe au cours de sept séances de travail, de deux heures chacune, consacrées aux objectifs, dont seulement 90 minutes sur le thème important de l'ODD 17 (investissement dans, et financement des, ODD). Ce format a semblé compromettre l'idée que les ODD représentent un programme intégré conçu pour aider à abattre les cloisons. De manière réaliste, cependant, l'accent mis sur un plus petit nombre d'Objectifs est sans doute le seul moyen pour le Forum d'examiner en profondeur le Programme panoramique de l'horizon 2030 dans le temps limité imparti le long des huit jours de la réunion, que le FPHN devait respecter.

Même une session entière consacrée à la question des interconnexions n'a pas donné aux participants la possibilité d'éliminer les vases clos, d'affiner les spécificités ou de démêler les complexités, telles que les différences fines «coordination», «cohérence», «interconnexions» et «interactions». Nonobstant ces limitations, les délégations ont, à maintes reprises, reconnu que le nouveau programme de développement mondial est intégré, interconnecté et en fin de compte indivisible.

Plus problématique était la question de savoir combien d'objectifs allaient pouvoir être examinés de manière approfondie durant le court espace temporel disponible, les États membres, les grands groupes sociaux et autres parties prenantes (GGSAPP) et les organisations internationales s'efforçant de présenter leurs interventions dans le bref laps de temps qui suivait les exposés des conférenciers. Plusieurs sessions se terminaient avant que tous les membres de la liste des intervenants enregistrés aient eu la chance d'être entendus; Le plus souvent, les voix exclues se trouvaient être celles de la société civile. Et pourtant, d'autres sessions ont semblé épuiser la liste des intervenants inscrits avant leur clôture.

Ce défi était particulièrement palpable lors des discussions sur l'ODD 17, où la session consacrée à l'investissement dans, et au financement des ODD, accordait aux pays et aux parties prenantes une minute seulement pour faire part de leur expérience, poser des questions et répondre de manière intelligible à cette «question qui vaut un trillion de dollars». Le format a suscité un grand courroux chez nombre de délégués de pays en développement, avec, au moins, un, promettant d'introduire une plainte en bonne et forme sur ce qu'il a jugé être une négligence inacceptable d'un sujet aussi fondamental.

Chez beaucoup, le format «éculé» de 16 tables rondes thématiques, suivies d'interventions, pour une large partie d'entre elles, écrites à l'avance, a également suscité un sentiment de «déjà vu», un certain nombre de vétérans du développement durable se rappelant de discussions similaires menées dans le cadre de la CDD.

Dès l'annonce par le secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, Wu Hongbo, que tous les participants allaient devoir participer à une évaluation de la réunion et formuler des recommandations pour les futures sessions du FPHN, les participants ont commencé à s'interroger sur le point de savoir s'il existait des formats alternatifs qui permettraient au Forum de maintenir et d'exploiter l'énergie et la dynamique dont dépendra la réalisation des ODD. Un représentant de la société civile a insisté sur le besoin d'assurer des résultats qui peuvent

être ramenés au niveau national à travers, par exemple, un résumé des enseignements tirés des processus ENV. Un autre observateur a appelé à élever les discussions thématiques, politiquement, par le biais de tables rondes ministérielles sur les grands thèmes émergents.

Dans le même temps, plusieurs réunions internationales récentes «hors sentiers battus», dont la réunion consacrée à l'action en faveur des ODD, de l'Assemblée générale des Nations Unies de mai 2017, sur les thèmes de l'innovation et la connectivité, qui a pris la forme d'une «causerie», sont venues démontrer la capacité de l'ONU de faire quelque chose de différent. Alors que l'appel à la clarté de cette réunion d'action «d'embrasser l'innovation» pour atteindre les ODD axés sur des développements dans le secteur privé, son message principal en faveur du recours à l'innovation devrait également inspirer et susciter des évolutions au sein du système des Nations Unies.

### **CATALYSER LA MISE EN ŒUVRE NATIONALE**

*Écrivez-le, coupez-le, collez-le, enregistrez-le,  
Chargez-le, vérifiez-le, rapidement, réécrivez-le.  
- Daft Punk*

Le FPHN 2017 a également été la deuxième occasion consécutive où les pays présentent leurs ENV ou ce qu'une délégation a appelé «selfies» des progrès accomplis dans le processus de réalisation des ODD.

Quarante-trois pays ont présenté des ENV à cette réunion, soit près du double du nombre qui avait été présenté au FPHN de 2016. Cette popularité imprévue a donné lieu à des défis aux plans de la logistique et de la planification, et a laissé peu de temps à l'interaction durant les discussions. Les ONG ont également bien trimé pour compléter à temps pour la réunion, leurs propres évaluations des performances gouvernementales, appelées les «ENV de l'ombre».

Du côté positif, le caractère universel des ODD et du Programme pour l'horizon 2030 a été renforcé par la présentation des ENV, par des pays de tous niveaux de développement. Comme l'a souligné le représentant d'un pays industrialisé lors de l'exposé de son évaluation, «tous les pays sont des pays en développement dans le contexte des ENV». La plupart des ENV ont été présentés par des ministres, chose qui témoigne de l'importance accordée à la démarche au plan national. Les ministres étaient issus de plusieurs portefeuilles, chose qui indique que les ODD ont réussi à impliquer plusieurs secteurs et permis de réaliser, après de nombreuses années, que le programme de développement durable soit bien plus qu'un simple pilier environnemental.

Le fait que certaines délégations présentant leurs ENV aient inclus des représentants des parties prenantes a été une caractéristique positive. Les intervenants ont également pu poser des questions sur les ENV, bien que le temps ait parfois été limité pour des réponses significatives. Le nombre de GGSAPP représentés au FPHN s'est également développé depuis l'époque de la CDD: il existe désormais des groupes sociaux représentant les personnes handicapées, les personnes âgées et d'autres entités encore. L'impact de cette évolution sur le dialogue et le processus se concrétise à travers, par exemple, l'insertion de sous-titres et autres signes linguistiques sur les écrans vidéo dans la plupart des sessions.

L'importance de la société civile en tant que «défenseurs, acteurs et vigies» de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des ODD, a été exprimée lors de la présentation des ENV. Par rapport à l'année précédente, une augmentation notable de l'engagement des GGSAPP dans le processus ENV a été illustrée dans plusieurs rapports et notamment dans les «ENV de l'homme» élaborées pour donner un son de cloche autre que celui des évaluations officielles; faire le point des performances sur des questions spécifiques, telles que celle de l'inclusion des parties prenantes; et présenter des évaluations de points de vue spécifiques (par exemple, le classement des pays dans le domaine des dimensions environnementales du programme de l'horizon 2030).

Dans leurs interventions, plusieurs GGSAPP ont présenté des observations percutantes, contestant les affirmations de leurs gouvernements, selon lesquelles la société civile a été consultée dans le cadre de la «nationalisation» des ODD et dans les processus d'ENV; soulevant des «points douloureux» tels que des régressions enregistrées dans nombre de pays par rapport aux objectifs en matière d'aide officielle au développement, et le statut de paradis fiscaux de certains pays; et protestant contre des instances où les interventions des GGSAPP ont été ignorées dans de certaines ENV, vu que le point de savoir si cela s'est produit en raison de contraintes de temps ou pour d'autres motifs n'est pas tout à fait clair.

### **DYNAMIQUE POLITIQUE**

*Plus que jamais*

*Heure après heure*

*Le travail n'est jamais terminé*

*- Daft Punk*

Le FPHN de 2017 a eu lieu dans le contexte de ce que le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a qualifié de «climat politique paradoxal» où, comme l'a dit un membre de la tribune, de «dangereux mécontents» de la mondialisation sont de plus en plus sceptiques quant aux mérites d'une coopération internationale plus étroite, alors même que les défis, tels que les conflits, les migrations massives et la violation des seuils de basculement climatiques, exigent des mesures de ripostes multilatérales concertées. Le «bilan mitigé» de la mondialisation a également été souligné par Jeffrey Sachs, directeur de l'Institut de la Terre, de l'Université de Columbia, qui a appelé à une «grande réflexion audacieuse» face aux inégalités stupéfiantes sans précédent de l'époque où huit hommes possèdent autant de richesse que la moitié de l'ensemble de la population mondiale.

Comme l'a souligné Guterres, le programme de 2030 peut, à bien des égards, être une feuille de route permettant d'assurer la mondialisation «juste» et durable dont le monde a besoin. Mais le FPHN de 2017 a-t-il transmis le signal politique requis dans cette direction ?

Le message émanant du principal document politique produit par le FPHN de 2017, à savoir, la Déclaration ministérielle et le processus menant à son adoption, a présenté une image qui, au mieux, était équivoque. Certains pays ont cherché à renégocier, dans la Déclaration, des éléments, obtenus après une lutte acharnée, des ODD et du Programme de 2030, tels que les droits

des femmes, le droit la santé et les droits sexuels et génésiques et l'arrêt des mutilations génitales féminines, pour n'y mentionner que quelques-uns seulement. Selon les termes d'un délégué, la Déclaration ministérielle ne doit pas devenir un effort visant à modifier le programme en s'y introduisant «par la porte arrière».

Deux questions, les territoires occupés et le système commercial multilatéral, ont été soumises au vote. Bien que la Déclaration ait été adoptée avec les deux paragraphes bénéficiant d'un soutien impressionnant, un certain nombre de pays s'y sont abstenus, en protestation contre le fait que le processus de scrutin lui-même diluait le signal politique fort attendu du FPHN.

Un certain nombre de pays ont ensuite cherché à préciser qu'ils se sont joints au consensus autour de la Déclaration ministérielle seulement après avoir été bien assurés par le Président de l'ECOSOC que la Déclaration ne représentait nullement une renégociation du Programme de 2030. Les États-Unis sont allés jusqu'à se dissocier du paragraphe sur le changement climatique et ont suggéré que leur appui de l'ensemble du Programme serait en question.

La négociation du projet de déclaration avait commencé des semaines avant la session du FPHN, rendant presque impossible le reflet du résultat des discussions durant la réunion elle-même. Cela a laissé aux pays une ouverture pour tenter de renégocier l'intégralité du Programme de 2030. Comme l'a suggéré le Mexique au cours de la séance de clôture, la Déclaration devrait sans doute être une reconnaissance courte et pointue des défis qui se posent au déroulement de la mise en œuvre, au lieu d'être une renégociation ou même une réaffirmation des principes convenus.

### **REPENSER, INNOVER, RECALIBRER**

*Alors élevons et le niveau*

*et nos verres aux étoiles*

*- Daft Punk*

Bien que le FPHN de 2017 ait officiellement coché toutes les cases du mandat du Forum, y compris l'examen de sept ODD; la présentation de 43 ENV; et l'adoption d'une Déclaration ministérielle, le format et l'exécution de ces exercices ont semblé à la fois médiocres et laissant à désirer par rapport à l'urgence et au leadership que le Programme de 2030 et l'état actuel du monde semblent exiger.

Pourtant, des progrès sont visibles dans certains domaines. Comme l'ont montré les présentations d'ENV, des niveaux locaux, aux niveaux nationaux en passant par les niveaux régionaux, les institutions, des processus, des politiques et des programmes sont mis en place pour la mise en œuvre du Programme de 2030. La société civile organise et galvanise autour des objectifs, tenant leurs gouvernements responsables de ce qui est essentiellement un processus auto-évaluatif. Bien que n'étant sans doute pas un sujet particulièrement attractif, des progrès ont également été réalisés récemment sur la question cruciale de la collecte des données et de l'exploitation des indicateurs, éléments qui permettent d'évaluer plus efficacement les progrès accomplis par les pays vers la réalisation des ODD. L'appel répété des organisations de la société civile en faveur de données désagrégées pour suivre les progrès d'une manière plus fine, a semblé également gagner en acceptation.

Mais il est important de se rappeler que ce sont les premiers jours. Cette réunion était la cinquième session du FPHN, mais elle n'était que la deuxième depuis l'adoption du Programme de 2030. Les processus d'examen des ENV et des ODD en sont donc à la fois à leurs «phases de dentition» et pourraient être améliorés à mesure que le Forum mûrit. Bien que la session du FPHN de 2019 eût mandat de réviser certains aspects du Forum, la possibilité de repenser, d'innover et de recalibrer même l'édition de 2018 est largement ouverte.

L'expérience du FPHN du 2017 suggère qu'il sera essentiel pour les États membres, avec le système des Nations Unies et les GGSAPP, de saisir cette opportunité et de redoubler d'efforts pour que le Forum soit en mesure d'aider à ramener les ODD au pays. Comme l'a souligné un représentant de l'Alliance des petits États insulaires, lors de la séance plénière de clôture: «L'année 2030 arrivera, que nous soyons prêts ou non».

## RÉUNIONS A VENIR

**Édition 2017 de la Semaine mondiale de l'eau:** la Semaine mondiale de l'eau est le point focal annuel pour les problèmes de l'eau dans le monde, réunissant des experts, des praticiens, des décideurs, des innovateurs du monde de l'entreprise et de jeunes professionnels issus de divers secteurs et de divers pays. En 2017, la Semaine mondiale de l'eau abordera le thème «Eau et déchets - Réduire et réutiliser». **dates:** 27 août -1er septembre 2017 **lieu:** Stockholm, Suède **contact:** Stockholm International Water Institute **www:** <http://www.worldwaterweek.org/>

**Quatrième Congrès international sur les aires marines protégées:** Organisé par le gouvernement du Chili, IMPAC4 se concentrera sur le thème «Les AMP: rapprocher l'océan et les êtres humains». Le Congrès convoquera des scientifiques et des praticiens pour discuter de sujets pertinents pour les AMP, y compris la conservation, l'écologie, les pêches, le changement climatique, les outils de suivi, de mise en œuvre et de gestion, et la communication et la sensibilisation. **dates:** 4-8 septembre 2017 **lieu:** La Serena-Coquimbo, Chili **courriel:** [impac4@mma.gob.cl](mailto:impac4@mma.gob.cl) **www:** <http://impac.mma.gob.cl/>

**22ème session de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme:** La 22ème Assemblée générale de l'OMT de l'ONU aura lieu lors de l'Année internationale du tourisme durable pour le développement, désignée par l'AGNU (A/RES/70/193). L'Année internationale vise à soutenir une évolution des politiques, des pratiques commerciales et des comportements des consommateurs vers un secteur du tourisme plus durable qui peut contribuer aux ODD. **dates:** 4-9 septembre 2017 **lieu:** Chengdu, Chine **contact:** UNWTO **téléphone:** +34-91-567-8100 **télécopie:** +34-91-571-37-33 **courriel:** [omt@unwto.org](mailto:omt@unwto.org) **www:** <http://lmd.unwto.org/event/general-assembly-twenty-second-session-0>

**Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur ONU-Habitat:** Le président de l'Assemblée générale, Peter Thomson, convoquera cette réunion de haut niveau pour discuter de la mise en œuvre effective du nouvel agenda urbain et de la position du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT). L'événement devrait rassembler les maires, les administrateurs communautaires, les responsables de la résilience de la ville et d'autres parties

prenantes pour se concentrer sur la mise en œuvre de l'ODD 11. **dates:** 5-6 septembre 2017 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UNGA President's Office **www:** <http://www.un.org/pga/71/event-latest/high-level-meeting-on-new-urban-agenda-and-un-habitat/>

**72ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies:** La 72ème Assemblée générale des Nations Unies se réunira au siège de l'ONU à partir du 12 septembre 2017. Le débat général débutera le 19 septembre 2017. **dates:** 12-25 septembre 2017 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UNGA President's Office **www:** <http://www.un.org/en/ga/>

**Édition 2017 de la Semaine climatique annuelle de la ville de NY:** La 9ème Semaine climatique annuelle de la ville de NY aura lieu lors du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle montrera le rôle que les acteurs non étatiques jouent pour assurer la réussite de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et des accomplissements vers la réalisation des ODD. **dates:** 18-24 septembre 2017 **lieu:** New York City, Etats-Unis **contact:** The Climate Group **courriel:** [info@theclimategroup.org](mailto:info@theclimategroup.org) **www:** <https://www.theclimategroup.org/ClimateWeekNYC>

**Cinquième Conférence internationale annuelle sur le développement durable (CIDD):** La cinquième CIDD annuelle aura lieu sous l'intitulé «Le monde en 2050: Anticipations sur le développement durable». Les 27 thèmes de la conférence couvriront les 17 ODD et un certain nombre de questions transversales - Les questions de réduction, y compris les données, le rôle des universités dans la réalisation des ODD et les arts en tant qu'outil de sensibilisation aux ODD. **dates:** 18-19 septembre 2017 **lieu:** Columbia University, New York City, Etat-Unis **contact:** ICSD **courriel:** [info@ic-sd.org](mailto:info@ic-sd.org) **www:** <http://ic-sd.org>

**Conférence internationale sur les objectifs de développement durable: Les acteurs et la mise en œuvre:** Cette conférence vise à créer un réseau d'information permanent et multidisciplinaire sur la mise en œuvre des ODD. Elle sera organisée par le Réseau universitaire mondial pour l'innovation (GUNi), réseau international créé en 1999 et soutenu par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Université des Nations Unies (UNU) et l'Association catalane des universités publiques (ACUP). **dates:** 18-19 septembre 2017 **lieu:** Barcelone, Espagne **contact:** GUNI/ACUP **téléphone:** +34-93-581-7099 **courriel:** [info@guninetwork.org](mailto:info@guninetwork.org) **www:** <http://www.guninetwork.org/events/international-conference-sustainable-development-goals-actors-and-implementation>

**Édition 2017 du Forum des Nations Unies sur le secteur privé:** Le Forum de 2017 se concentrera sur le thème «Financement du programme 2030». Le Forum annuel vise à faire passer la voix du monde des affaires au débat intergouvernemental et à permettre aux PDG, aux chefs d'État et de gouvernement et aux Nations Unies et aux leaders de la société civile d'explorer les opportunités de partenariats. **date:** 18 septembre 2017 **lieu:** New York City, US **contact:** UNPSF Secretariat **courriel:** [unpsf@unglobalcompact.org](mailto:unpsf@unglobalcompact.org) **www:** <https://www.unglobalcompact.org/take-action/events/1051-united-nations-private-sector-forum-2017>

**Édition 2017 du 'Sommet des leaders de l'Accord mondial:** Le Sommet de 2017 vise à inspirer un leadership en faveur des ODD. Il représentera la voie à suivre pour accroître la



collaboration public-privé, dévoiler les dernières données sur l'Accord mondial des Nations Unies tirées des plates-formes d'action, générer des opportunités d'engagement en faveur des ODD et célébrer les leaders ambitieux et innovateurs du monde entier ainsi que les pionniers de l'année 2017, les projets qui ont percé et le Global Opportunity Explorer. **date:** 21 septembre 2017 **lieu:** New York City, US **contact:** UN Global Compact **courriel:** leaderssummit@unglobalcompact.org **www:** <https://www.unglobalcompact.org/take-action/events/leaders-summit-2017>

**Sommet mondial de la santé:** Le neuvième Sommet mondial de la santé traitera du rapport «Science - Innovation - Politiques». Les sujets centraux abordés y seront: les politiques de santé au sein des G7 et G20; la Sécurité sanitaire mondiale; Des villes saines et résilientes; la vaccination et l'éradication des maladies; les nouvelles frontières dans les services de santé; et les données relatives à la gouvernance de la santé. **dates:** 15-17 octobre 2017 **lieu:** Berlin, Allemagne **www:** <https://www.worldhealthsummit.org/whs-2017.html>

**Troisième réunion de l'Assemblée de l'ONU pour l'environnement:** UNEA 3 se tiendra, à titre exceptionnel, du 4 au 6 décembre 2017, le segment de haut niveau se déroulant les 5 et 6 décembre et le Comité des représentants permanents du 29 novembre au 1er décembre. **dates:** 4-6 décembre 2017 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Jorge Laguna-Celis, Secretary of Governing Bodies **téléphone:** +254-20-7623431 **courriel:** unep.sgb@unep.org **www:** <http://www.unep.org/environmentassembly/>

**Onzième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce:** L'organe décisionnel le plus important de l'OMC, la Conférence ministérielle, se réunit habituellement tous les deux ans. La conférence rassemblera tous les membres de l'OMC et pourra prendre des décisions sur toutes les questions relevant de tout accord commercial multilatéral. **dates:** 10-13 décembre 2017 **lieu:** Buenos Aires, Argentine **contact:** WTO Secretariat **téléphone:** +41-22-739-5111 **courriel:** enquiries@wto.org **www:** [https://www.wto.org/english/thewto\\_e/minist\\_e/mc11\\_e/mc11\\_e.htm](https://www.wto.org/english/thewto_e/minist_e/mc11_e/mc11_e.htm)

**Première conférence mondiale de la plate-forme de collaboration en matière de fiscalité:** Les membres de la Plate-forme de collaboration en matière de fiscalité (l'ONU, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Groupe de la Banque mondiale) tiendront leur première Conférence mondiale sur le thème «La fiscalité et les objectifs de développement durable (ODD)», pour l'avancement du dialogue mondial sur le rôle des impôts dans la réalisation des ODD et pour un échange d'idées sur les défis posés et les opportunités offertes en la matière. La conférence utilisera comme contribution le travail élaboré, conjointement et séparément, par les membres de la plate-forme, sur les thèmes abordés par la conférence. **dates:** 14-16 février 2018 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **www:** <http://www.worldbank.org/en/programs/platform-for-tax-collaboration>

**Edition 2018 du Forum mondial de l'eau:** Le World Water Forum est le plus grand événement mondial sur les ressources en eau, qui regroupe les acteurs internationaux tous les trois ans et qui vise à placer officiellement la question de l'eau sur l'agenda international. Le Forum mondial de l'eau est organisé par le World Water Council, une plate-forme internationale multipartite qui

vise à promouvoir la sensibilisation, à renforcer l'engagement politique et à enclencher des actions sur la problématique de l'eau à tous les niveaux, y compris le plus haut niveau décisionnel, en vue de faciliter l'efficacité, la conservation, la protection, le développement, la planification, la gestion et l'utilisation des ressources en eau dans toutes leurs dimensions, sur une base écologiquement durable, au bénéfice de toute les formes de vie sur terre. **dates:** 18-23 mars 2018 **lieu:** Brasilia, Brésil **contact:** World Water Council **téléphone:** +33-4-91-99-41-00 **courriel:** wwc@worldwatercouncil.org **www:** <http://www.worldwatercouncil.org>

**Forum annuel de l'ECOSOC sur le suivi du financement du développement (Forum FpD):** Ce forum traite du suivi et de l'évaluation des résultats de la Conférence sur le financement du développement et des moyens de mise en œuvre du Programme de développement durable pour l'horizon 2030. **dates:** 23-26 avril 2018 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UNDESA **courriel:** halka@un.org **www:** <http://www.un.org/esa/ffd/ffdforum/>

**Edition 2018 du FPHN:** Le sixième FPHN, organisé sous l'égide de l'ECOSOC, abordera le thème «Evolution vers des sociétés durables et résilientes». Le Forum examinera également les ODD 6, 7, 11, 12 et 15, ainsi que l'ODD 17 qui est revu chaque année. **dates:** juillet 2018 [tentative] **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** UNDESA **courriel:** <https://sustainabledevelopment.un.org/contact/> **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/FPHN>

## LEXIQUE

PAAA	Programme d'action d'Addis Abéba
CDD	Commission du développement durable
DAES	Département des affaires économiques et sociales
ECOSOC	Conseil économique et social de l'ONU
PIB	Produit intérieur brut
GSDR	Rapport sur le développement durable mondial
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
PMA	Les Pays les moins avancés
PDSL	Les Pays en développement sans littoral
GGsAPP	Grand Groupes et autres parties prenantes
PRI	les Pays à revenus intermédiaires
MMCE	Moyens de mise en oeuvre
IPM	Indice de pauvreté multidimensionnelle
MNT	Maladies non transmissibles
APD	Aide publique au développement
La voie SAMOA	Modes d'action accélérés pour les SIDS
ODD	Objectifs de développement durable
PEID	Petits États insulaires en développement
PME	Petites et moyennes entreprises
STI	Science, technologie et innovation
UNECE	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
UNSD	Division des statistiques de l'ONU
ENV	Evaluations nationales volontaires